



Copyright @ 2020

Par le Programme des Nations Unies pour le développement

1 UN Plaza, New York, NY 10017 États-Unis

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, enregistrée dans un système d'archivage ou transmise sous aucune forme ou par aucun moyen électronique, mécanique, photographique, enregistré ou autre, sans autorisation préalable.

**Avertissement général.** Les dénominations utilisées et la présentation des données dans la présente publication ne constituent pas l'expression par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'un quelconque avis concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant le tracé de ses frontières ou limites. Les lignes en pointillés sur les cartes représentent des lignes de frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent Rapport, comme celles des rapports précédents, ne représentent pas la position officielle du PNUD ni d'aucun des États membres des Nations Unies qui font partie de son Conseil d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement agréées par ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.

La mention de sociétés particulières ne signifie pas que celles-ci sont agréées ou recommandées par le PNUD de préférence à d'autres sociétés de nature similaire qui ne sont pas citées.

Certains des chiffres figurant dans la partie analytique du Rapport, lorsqu'ils sont indiqués, ont été estimés par le BRDH ou d'autres contributeurs au Rapport et ne sont pas nécessairement les statistiques officielles du pays, de la région ou du territoire concernés, qui peuvent utiliser d'autres méthodes. Tous les chiffres contenus dans l'Annexe statistique proviennent de sources officielles. Toutes les précautions raisonnables ont été prises par le BRDH pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, la publication imprimée est distribuée sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite.

La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation de la publication incombe au lecteur. En aucun cas, le BRDH et le PNUD ne sauraient être tenus responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Imprimé aux États-Unis, par AGS, une filiale de RR Donnelley, sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales.



## Le Rapport sur le développement humain 2020

Le Rapport sur le développement humain 2020, qui célèbre son trentième anniversaire, est le plus récent de la série de rapports mondiaux publiée depuis 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : il s'agit d'études indépendantes fondées sur des données analytiques et empiriques qui examinent les grandes problématiques, tendances et politiques publiques en matière de développement.

Le lecteur trouvera des ressources complémentaires au Rapport sur le développement humain 2020 à l'adresse <http://hdr.undp.org>, dont les versions électroniques et les traductions du Rapport et de sa Présentation dans plus de 10 langues, une version Web interactive du Rapport, une série de documents d'information et de réflexion élaborés aux fins du Rapport, des cartes interactives et des bases de données des indicateurs de développement humain, des explications détaillées des sources et méthodologies employées dans les indices composites du Rapport, des profils de pays et autres ressources, ainsi que les précédents rapports mondiaux, régionaux et nationaux sur le développement humain. Les corrections et addenda sont également disponibles en ligne.

La couverture illustre la complexité des liens entre l'être humain et la planète, dont l'interdépendance est une caractéristique de l'Anthropocène. L'image évoque les multiples possibilités d'épanouissement pour l'être humain et la planète si l'humanité fait des choix de développement différents, des choix qui visent à renforcer l'équité, à favoriser l'innovation et à inspirer le souci de la protection de la nature.



**RAPPORT SUR LE  
DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2020**

---

**PRÉSENTATION**

# **La prochaine frontière**

Le développement humain et l'Anthropocène

## Équipe

---

### **Directeur et auteur principal**

Pedro Conceição

---

### **Recherche et statistiques**

Jacob Assa, Cecilia Calderon, Fernanda Pavez Esbry, Ricardo Fuentes, Yu-Chieh Hsu, Milorad Kovacevic, Christina Lengfelder, Brian Lutz, Tasneem Mirza, Shivani Nayyar, Josefin Pasanen, Carolina Rivera Vázquez, Heriberto Tapia et Yanchun Zhang

---

### **Réalisation, communication et opérations**

Rezarta Godo, Kristin Hagegård, Jon Hall, Seockhwan Bryce Hwang, Admir Jahic, Fe Juarez Shanahan, Sarantuya Mend, Anna Ortubia, Yumna Rathore, Dharshani Seneviratne et Marium Soomro

## Avant-propos

Éclipsée par l'ombre de la pandémie de COVID-19, 2020 aura été une année noire. Les chercheurs nous mettaient en garde depuis des années contre une telle pandémie, dénonçant la multiplication des agents pathogènes zoonotiques – ceux qui se transmettent des animaux aux humains – attribuable aux pressions exercées sur la planète par l'activité humaine.

Ces pressions se sont aggravées de manière exponentielle au cours des 100 dernières années. Les êtres humains ont accompli des choses incroyables, mais ils ont amené la Terre au bord du gouffre. Le changement climatique, les inégalités et les ruptures qu'elles provoquent, le nombre record de personnes contraintes de quitter leur foyer par les conflits et les crises – sont autant de résultats obtenus par des sociétés qui valorisent ce qu'elles mesurent plutôt que de mesurer ce à quoi elles tiennent.

En fait, les pressions que nous exerçons sur la planète sont devenues si fortes que les chercheurs se demandent si la Terre n'est pas entrée dans une ère géologique entièrement nouvelle – l'Anthropocène, ou l'âge de l'être humain. Nous serions donc les premiers à vivre dans une époque définie par les choix humains, dans laquelle l'être humain représente la principale menace pour sa propre survie.

Le prochain défi consiste à faire progresser le développement humain tout en supprimant les pressions exercées sur la planète, et c'est tout l'objet de ce trentième Rapport sur le développement humain préparé par le PNUD.

Pour survivre et prospérer dans cette nouvelle ère, nous devons redéfinir une voie de progrès qui respecte les destins entremêlés des populations et de la planète et qui tient compte du fait que l'empreinte carbone et l'empreinte matières des plus aisés étouffent les chances des plus démunis.

Par exemple, les actions d'un autochtone en Amazonie, dont la gestion responsable de l'environnement contribue à protéger une grande partie de la forêt tropicale mondiale, compensent l'équivalent des émissions de carbone d'une personne appartenant au 1 % le plus riche de la planète. Pour autant, les populations autochtones continuent de subir d'éprouvantes difficultés, des persécutions et des discriminations.

Quatre mille générations pourraient vivre et mourir avant que le dioxyde de carbone libéré dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle ne soit éliminé, et pourtant les décideurs continuent à subventionner les combustibles fossiles, entretenant notre dépendance au carbone comme une drogue qui coulerait dans les veines de l'économie.

Et s'il est possible que les pays les plus riches du monde connaissent jusqu'à 18 jours de moins d'épisodes météorologiques extrêmes chaque année au cours de notre vie en raison de la crise climatique, les pays les plus pauvres quant à eux pourraient en subir jusqu'à 100 de plus. Ce nombre pourrait encore être réduit de moitié si l'Accord de Paris était pleinement mis en œuvre.

Il est temps de changer la donne. En ce qui concerne notre avenir, il n'est pas question de choisir entre les populations ou les forêts, c'est tout ou rien.

Lorsque le Rapport sur le développement humain remettait en cause pour la première fois la primauté de la croissance en tant qu'indicateur de progrès en 1990, la guerre froide dominait encore la géopolitique, Internet venait tout juste d'être inventé et très peu de personnes avaient entendu parler du changement climatique. Le PNUD a alors proposé une formule prospective en remplacement du PIB, qui consistait à classer tous les pays en fonction de la liberté et de la possibilité qu'ont leurs habitants de vivre selon leurs aspirations. Nous avons ainsi lancé un nouveau débat sur le sens de « bien vivre » et sur les moyens d'y parvenir.

Trente ans plus tard, beaucoup de choses ont changé, mais l'espoir et les possibilités sont toujours là. Si l'être humain a le pouvoir de créer une ère géologique entièrement nouvelle, c'est qu'il a aussi le pouvoir de choisir le changement. Nous ne sommes pas la dernière génération de l'Anthropocène, nous sommes la première à la reconnaître. Nous sommes les pionniers, les acteurs de l'innovation, et c'est nous qui décidons de la manière dont l'histoire se souviendra de cette première génération de l'Anthropocène.

Laisserons-nous le souvenir d'une espèce depuis longtemps disparue, entièrement engloutie et fossilisée dans la boue au milieu des brosses à dents et des bouchons de bouteilles en plastique – un immense héritage de déchets ? Ou bien laisserons-nous une empreinte beaucoup plus précieuse : l'équilibre entre l'être humain et la planète, un avenir juste et équitable ?

*La prochaine frontière : le développement humain et l'Anthropocène* pose ce choix et offre une alternative propre à susciter la réflexion et nécessaire pour éviter la paralysie face à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités sur fond de mutation planétaire inquiétante. Avec ce nouvel indice expérimental de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète, nous espérons ouvrir un nouveau dialogue sur les voies encore inexplorées qui s'offrent à chaque pays. Le parcours de relance post-COVID-19 sera celui d'une génération. Nous espérons que tous les êtres humains décideront d'entreprendre ensemble ce voyage.



**Achim Steiner**

Administrateur

Programme des Nations Unies pour le développement

## Remerciements

**La pandémie de COVID-19 a touché tout le monde, partout. Face aux souffrances indicibles, l'élaboration du Rapport sur le développement humain est souvent apparue moins urgente au cours de l'année 2020. L'équipe du Rapport a néanmoins ressenti le besoin de consigner l'évolution et les conséquences dévastatrices de la pandémie sur le développement humain, en appui à la réponse du PNUD à la crise. La planification structurée des consultations et des réunions d'équipe a dû être abandonnée ou modifiée d'une manière inédite. Il a donc fallu repenser le processus habituel de préparation du Rapport. Plusieurs fois, nous avons pensé qu'il ne serait jamais terminé à temps. Cela n'a été possible que parce que nous étions convaincus que ce Rapport avait quelque chose d'important à dire sur la crise de cette année, que nous tenions à honorer le trentième anniversaire des Rapports sur le développement humain et que nous avons bénéficié des encouragements, de la générosité et des contributions de très nombreuses personnes, auxquelles ces remerciements ne sauraient rendre hommage que de façon partielle et imparfaite.**

Les membres de notre Comité consultatif, sous la direction de Tharman Shanmugaratnam et A. Michael Spence en leur qualité de co-présidents, nous ont accompagnés pendant de multiples et longues réunions virtuelles, apportant des conseils détaillés sur quatre versions longues d'avant-projets. Les autres membres du Comité consultatif étaient Olu Ajakaiye, Kaushik Basu, Haroon Borat, Gretchen C. Daily, Marc Fleurbaey, Xiheng Jiang, Ravi Kanbur, Jaya Krishnakumar, Melissa Leach, Laura Chinchilla Miranda, Thomas Piketty, Janez Potočnik, Frances Stewart, Pavan Sukhdev, Ilona Szabó de Carvalho, Krushil Watene et Helga Weisz.

En complément des conseils du Comité consultatif, nous avons bénéficié de ceux du Groupe consultatif sur les statistiques du Rapport concernant plusieurs aspects

liés à la méthodologie et aux données, en particulier pour le calcul des indices de développement humain. Nous remercions tous les membres du groupe : Mario Biggeri, Camilo Ceita, Ludgarde Coppens, Koen Decanq, Marie Haldorson, Jason Hickel, Steve Macfeely, Mohd Uzir Mahidin, Silvia Montoya, Shantanu Mukherjee, Michaela Saisana, Hany Torky et Dany Wazen.

Nous avons également bénéficié des généreuses suggestions d'un grand nombre de personnes sans rôle officiel, dont Inês L. Azevedo, Anthony Cox, Andrew Crabtree, Erle C. Ellis, Eli Fenichel, Victor Galaz, Douglas Gollin, Judith Macgregor, Ligia Noronha, Belinda Reyers, Ingrid Robeyns, Paul Schreyer, Amartya Sen, Nicholas Stern, Joseph E. Stiglitz, Izabella Teixeira et Duncan Wingham.

Nous remercions nos partenaires du Laboratoire sur les inégalités mondiales, notamment Lucas Chancel et Tancrede Voituriez, pour leur étroite collaboration, ainsi que nos collègues du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dont Inger Andersen, María José Baptista, Maxwell Gomera, Pushpam Kumar, Cornelia Pretorius, Steven Stone et Merlyn Van Voore, et ceux du Conseil international des sciences, notamment Eve El Chehaly, Mathieu Denis, Peter Gluckman, Heide Hackmann, Binyam Sisay Mendisu, Dirk Messner, Alison Meston, Elisa Reis, Asunción Lera St. Clair, Megha Sud et Zhenya Tsoy, avec lesquels nous nous sommes associés pour engager une discussion permanente sur la façon de repenser le développement humain. Nous sommes très heureux de l'occasion qui nous a été donnée de pouvoir présenter nos travaux au Groupe international d'experts sur les ressources et de bénéficier de leurs commentaires en retour, ainsi que de l'étroite collaboration établie avec le Stockholm Resilience Centre de l'Université de Stockholm et de son soutien.

Pour toutes les données, contributions écrites et examens par les pairs des projets de chapitres du Rapport, nous tenons à remercier Nuzhat Ahmad, Sabina Alkire, Simon Anholt, Edward Barbier, Scott Barrett, Kendon Bell, Joaquín Bernal, Christelle Cazabat, Manqi Chang, Ajay Chhibber, David Collste, Sarah Cornell, Bina Desai, Simon Dikau, Andrea S. Downing, Maria Teresa Miranda Espinosa, David Farrier, Katherine Farrow, John E. Fernández, Eduardo Flores Mendoza, Max Franks, William Gbohoui, Arunabha Ghosh, Oscar Gomez, Nandini Harihar, Dina Hestad, Solomon Hsiang, Inge Kaul, Axel Kleidon, Fanni Kosvedi, Jan. J. Kuiper, Timothy M. Lenton, Wolfgang Lutz, Khalid Malik, Wolf M. Mooij, Michael Muthukrishna, Karine Nyborg, Karen O'Brien, Carl Obst, José Antonio Ocampo, Toby Ord, Ian Parry, Catherine Pattillo, Jonathan Proctor, Francisco R. Rodríguez, Valentina Rotondi, Roman Seidl, Uno Svedin, Jeanette Tseng, Iñaki Permanyer Ugartemendia, David G. Victor, Gaia Vince et Dianneke van Wijk.

Un certain nombre de consultations virtuelles ont été organisées avec des experts thématiques et régionaux entre février et septembre 2020. Des consultations en présentiel se sont tenues à New York, en République de Corée (organisées par le Seoul Policy Centre du PNUD) et au Zimbabwe (organisées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions durant ces consultations : Lilibeth Acosta-Michlik, Bina Agarwal, Sanghoon Ahn, Joseph Aldy, Alessandra Alfieri, Frans Berkhout, Steve Brumby, Anthony Cak, Hongmin Chun, Keeyong Chung, William Clark, Flavio Comin, Adriana Conconi, Fabio Corsi, Diane Coyle, Rosie Day, Fiona Dove, Paul Ekins, Marina Fischer-Kowalski, Enrico Giovannini, Pamela Green, Peter Haas, Raya Haffar El Hassan, Mark Halle, Stéphane Hallegatte, Laurel Hanscom,

Gordon Hanson, Ilpyo Hong, Samantha Hyde, Sandhya Seshadri Iyer, Nobuko Kajiuura, Thomas Kalinowski, Simrit Kaur, Asim I. Khwaja, Yeonsoo Kim, Randall Krantz, Sarah Lattrell, Henry Lee, David Lin, Ben Metz, James Murombedzi, Connie Nshemereirwe, John Ouma-Mugabe, Jihyeon Irene Park, Richard Peiser, Richard Poulton, Isabel Guerrero Pulgar, Steven Ramage, Forest Reinhardt, Katherine Richardson, Jin Hong Rim, Giovanni Ruta, Sabyasachi Saha, Saurabh Sinha, Ingvild Solvang, Yo Whan Son, Tanja Srebotnjak, Jomo Kwame Sundaram, Philip Thigo, Charles Vörösmarty, Mathis Wackernagel, Robert Watson et Kayla Walsh.

Nous avons également bénéficié du concours d'autres individus, trop nombreux pour être cités ici. On trouvera la liste des consultations à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/towards-hdr-2020> et les noms d'autres partenaires et participants à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/acknowledgements-hdr-2020>. Nos remerciements sincères vont également à nos institutions partenaires, dont les bureaux régionaux et les bureaux de pays du PNUD, pour leurs contributions, leur soutien et leur aide.

Nous remercions nos nombreux collègues de la famille des Nations Unies qui ont apporté leur concours à la préparation du Rapport en organisant des consultations ou en faisant part de leurs observations et de leurs avis. Parmi eux, Robert Hamwey, Maria Teresa Da Piedade Moreira, Henrique Pacini et Shamika Sirimanne de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; Astra Bonini, Sara Castro-Hallgren, Hoi Wai Jackie Cheng et Elliott Harris du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Manos Antoninis, Bilal Barakat, Nicole Bella, Anna Cristina D'Addio, Camila Lima De Moraes et Katharine Redman de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ; Shams Banihani, Hany

Besada, Jorge Chediek, Naveeda Nazir et Xiaojun Grace Wang du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ; Kunal Sen de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies ; et de nombreux collègues du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

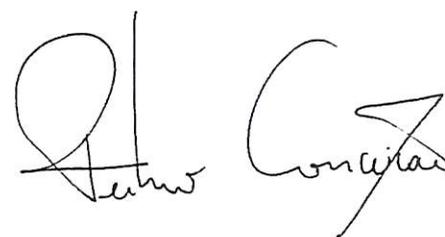
Nos collègues du PNUD nous ont apporté leurs avis et contributions. Nous souhaitons remercier Babatunde Abidoye, Marcel Alers, Jesus Alvarado, Carlos Arboleda, Sade Bamimore, Betina Barbosa, Malika Bhandarkar, Bradley Busetto, Michele Candotti, Sarwat Chowdhury, Joseph D'Cruz, Abdoulaye Mar Dieye, Simon Dikau, Mirjana Spoljaric Egger, Jamison Ervin (qui a consacré beaucoup de temps à ce Rapport, par ses conseils et contributions), Bakhodur Eshonov, Ahunna Eziakonwa, Almudena Fernández, Cassie Flynn, Bertrand Frot, Oscar A. Garcia, Raymond Gilpin, Balazs Horvath, Vito Intini, Artemy Izmestiev, Anne Juepner, Stephan Klingebiel, Raquel Lagunas, Luis Felipe López-Calva, Marion Marigo, George Gray Molina, Mansour Ndiaye, Sydney Neeley, Hye-Jin Park, Midori Paxton, Clea Paz, Isabel de Saint Malo de Alvarado, Tim Scott, Ben Slay, Anca Stoica, Bertrand Tessa, Anne Virnig, Mourad Wahba et Kanni Wignaraja.

Nous avons eu la chance d'être accompagnés dans notre travail par de talentueux stagiaires – Jadhur Aguad, Cesar Castillo Garcia, Jungjin Koo et Ajita Singh – et vérificateurs de faits – Jeremy Marand, Tobias Schillings et Emilia Toczydlowska.

Le Bureau du Rapport sur le développement humain souhaite également exprimer sa sincère gratitude à l'Allemagne, à la République de Corée, au Portugal et à la Suède pour leur contribution financière. Leur soutien continu est vivement apprécié et demeure essentiel.

Nous ne saurions omettre de nos remerciements le travail très professionnel de révision et de mise en page de l'équipe de Communications Development Incorporated, sous la direction de Bruce Ross-Larson : Joe Brinley, Joe Caponio, Meta de Coquereumont, Mike Crumplar, Peter Redvers-Lee, Christopher Trott et Elaine Wilson. Nous tenons plus particulièrement à exprimer notre gratitude à Bruce, qui a révisé le tout premier Rapport il y a trente ans, et presque tous les autres depuis, avec une vigilance et une sagacité inégalées, et qui nous a si souvent fait part de ses encouragements.

Enfin, nous sommes extrêmement reconnaissants à l'Administrateur du PNUD, Achim Steiner. Sa clairvoyance et son souci constant de relier ce Rapport aux préoccupations des citoyens nous ont fourni les repères nécessaires pour développer nos arguments de façon rigoureuse mais pragmatique. Il nous a fait savoir que ce Rapport était important dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà. C'est ce qui nous a permis de tenir le cap tout au long de sa préparation durant cette année déstabilisante. Nous espérons avoir répondu à cette aspiration, alors que nous cherchons à apporter notre contribution au progrès vers la prochaine frontière du développement humain dans l'Anthropocène.



**Pedro Conceição**  
Directeur  
Bureau du Rapport sur le  
développement humain

# Sommaire du Rapport sur le développement humain 2020

Avant-propos

Remerciements

Contribution spéciale – Le développement humain et Mahbub ul Haq

Présentation

## PREMIÈRE PARTIE

Repenser le développement humain pour l'Anthropocène

### CHAPITRE 1

Tracer la voie du développement humain dans l'Anthropocène

Affronter une nouvelle réalité : opposer les êtres humains aux arbres ?

Redéfinir la voie du développement humain en remettant la planète au centre

Utiliser l'approche de développement humain à des fins de transformation : au-delà des besoins, au-delà de la préservation

### CHAPITRE 2

L'ampleur, la portée et le rythme sans précédent des pressions exercées par l'être humain sur la planète

Une nouvelle donne pour l'environnement et la durabilité : les activités humaines entraînent une mutation dangereuse de la planète

Entrer dans l'Anthropocène

Les risques de l'Anthropocène et le développement humain

La mutation de la planète est source de marginalisation

### CHAPITRE 3

Donner aux populations les moyens d'agir pour l'équité, l'innovation et la protection de la nature

Renforcer l'équité pour faire progresser la justice sociale et élargir les choix

Encourager l'innovation pour démultiplier les possibilités

Inspirer le souci de la protection de la nature

## DEUXIÈME PARTIE

Agir pour le changement

### CHAPITRE 4

Autonomiser les populations et enclencher la transformation

De la théorie au changement

De l'apprentissage à la création de valeurs

Des valeurs à un autorenforcement des normes sociales

Des risques existentiels à la transformation

### CHAPITRE 5

Créer des incitations pour bâtir l'avenir

Mobiliser la finance pour encourager la transformation

Agir sur les prix pour faire bouger les mentalités

Renforcer l'action collective internationale et multipartite

### CHAPITRE 6

Assurer un développement humain fondé sur la nature

Quand le local devient mondial

Éviter l'érosion de l'intégrité de la biosphère, impliquer les populations

S'engager sur la voie d'un développement humain fondé sur la nature

## TROISIÈME PARTIE

Mesurer le développement humain et l'Anthropocène

### CHAPITRE 7

Vers une nouvelle génération de paramètres de mesure du développement humain pour l'Anthropocène

Un indice qui prime sur tous les autres ?

Élargir l'angle de vue de l'indice de développement humain : la composante « revenus » et les pressions exercées sur la planète

Ajuster l'indice de développement humain dans son ensemble

### Notes

### Références

### ENCADRÉS

- 1 L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète : des indications pour trouver le bon chemin dans l'Anthropocène
- 1.1 Les pratiques et systèmes de connaissances autochtones et locaux créent des synergies entre la biodiversité et le bien-être humain
- 1.2 Une transition juste
- 1.3 Faire le choix d'un avenir inclusif pour le développement humain dans l'Anthropocène
- 1.4 Quelles capacités pour une planète vivante en rapide évolution ?
- 2.1 Le cadre des limites planétaires
- 2.2 La complexité des systèmes sociaux et naturels
- 2.3 Les aléas naturels et les déplacements de population
- 3.1 Marginalisation des populations et perte de la biodiversité en Amazonie
- 3.2 Le mouvement pour la justice environnementale
- 3.3 Les perspectives du recyclage des déchets électroniques

3.4	Nature humaine et nature non humaine : élargir les perspectives	1.4	Dans un scénario durable, les pays convergent d'ici 2100 – avec une réduction des émissions de dioxyde de carbone par habitant et un niveau de développement humain plus élevé
51.3.1	Le risque existentiel comme gage de durabilité	1.5	Des sociétés humaines ancrées dans la biosphère : l'énergie et les ressources biophysiques sont utilisées pour constituer des stocks et servir les populations, et génèrent des déchets et des émissions polluantes
4.1	Comment l'éducation peut sauver des vies	1.6	L'énergie captée par la biosphère et par les sociétés humaines
4.2	Des populations autonomisées peuvent véritablement changer le monde	1.7	Biodiversité, diversité culturelle et diversité linguistique évoluent conjointement
4.3	Nous devons apprendre auprès des acteurs locaux	1.8	La population mondiale augmente, mais les taux de croissance diminuent
4.4	Ceux qu'on entend le moins et qui ont le moins de pouvoir sont ceux qui souffrent le plus	1.9	La pollution totale diminue, mais des inégalités persistent dans l'exposition à la pollution
4.5	Pourquoi les systèmes polycentriques fonctionnent : l'éclairage de la psychologie sociale	1.10	La réduction des dommages économiques liés à la pollution industrielle a été obtenue grâce aux services publics sans perte de valeur ajoutée économique
5.1	L'équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat	2.1	Comment insérer l'Anthropocène dans l'échelle des temps géologiques correspondant à la période quaternaire ?
5.2	La pandémie de COVID-19 et la relance verte	2.2	La datation du début de l'Anthropocène au milieu du XX <sup>e</sup> siècle correspondrait à la Grande Accélération des pressions exercées sur la planète par des activités humaines susceptibles de laisser une empreinte géologique
5.3	Quels sont les obstacles à l'efficacité des mécanismes de tarification du carbone ?	2.3	D'après les estimations, les taux d'extinction des espèces sont des centaines voire des milliers de fois plus élevés que les taux naturels
5.4	Paiements pour les services écosystémiques à New York et en Tanzanie	2.4	Le choc inédit de la pandémie de COVID-19 sur le développement humain
5.5	Inclure des incitations liées au commerce dans les traités internationaux, une mesure crédible et efficace ?	2.5	La faim est à la hausse
6.1.	Le télécouplage des agriculteurs indiens et des précipitations en Afrique de l'Est	2.6	Les effets des aléas naturels semblent s'intensifier
6.2	Le Cadre de Sendai	2.7	D'ici 2100, le nombre de jours par an où les températures sont extrêmes devrait augmenter davantage dans les pays à développement humain faible
6.3	Le premier système d'assurance pour protéger les récifs coralliens et les communautés côtières au Mexique	2.8	Les pays à développement humain faible sont moins exposés à l'élévation du niveau de la mer en termes absolus, mais plus exposés en termes relatifs par kilomètre de côte
6.4.	Recourir aux mécanismes de financement collectif pour déployer des solutions de gestion de l'eau fondées sur la nature	2.9	D'ici 2070, les températures devraient sortir des limites de la tolérance humaine plus souvent au cours des 50 prochaines années qu'au cours des 6 000 dernières années – avec une tendance négative dans les pays en développement et une tendance positive dans les pays développés
6.5	Les approches holistiques de la nature peuvent avoir de multiples effets	2.10	La pandémie de COVID-19 a anéanti des décennies de progrès dans le taux d'activité des femmes
6.6	Quand les défenseurs de l'environnement se font tuer	2.11	Les pays sur lesquels la menace écologique pèse lourdement présentent généralement une plus grande vulnérabilité sociale
7.1	L'espérance de vie ajustée en fonction de l'état de santé reflèterait-elle mieux l'incidence des pressions exercées sur la planète ?	2.12	Les liens entre équité et autonomisation
7.2	Mesurer le bien-être	2.13	L'asymétrie entre les femmes qui possèdent des terres et celles qui en vivent est frappante
<b>FIGURES</b>		3.1	L'équité, l'innovation et la protection de la nature peuvent briser le cercle vicieux des déséquilibres sociaux et planétaires
1	Les déséquilibres planétaires et sociaux se renforcent mutuellement	3.2	Deux lectures des inégalités environnementales
2	L'évolution du nombre de jours de températures extrêmes – une résultante du changement climatique – ne fera que creuser les inégalités de développement humain	3.3	Des inégalités environnementales croissantes
3	Dans les pays sur lesquels la menace écologique pèse lourdement, la vulnérabilité sociale est également plus grande	3.4	Une dynamique inégale : empreinte carbone et déficit de biocapacité
4	Le choc inédit de la pandémie de COVID-19 sur le développement humain	3.5	Dans les zones vulnérables des pays les plus pauvres, les écarts en matière de mortalité infantile se creusent
5	Les pays affichant des niveaux de développement humain plus élevés exercent généralement une plus grande pression et à plus grande échelle sur la planète	3.6	Une plus grande efficacité sociale des revenus (rapprochement vers la ligne de partage) peut renforcer l'équité et atténuer les pressions exercées sur la planète
6	Vingt solutions fondées sur la nature pourraient assurer une grande partie de l'atténuation nécessaire pour limiter le réchauffement planétaire	3.7	La consommation énergétique du Bitcoin est alarmante
7	Ajustement des valeurs de l'indice de développement humain standard aux pressions exercées sur la planète : l'indice de développement humain ajusté s'écarte davantage de l'IDH à mesure que le niveau de développement humain lui aussi augmente	3.8	Le coût réel des modules photovoltaïques a chuté de 89 % depuis 2010
1.1	Les déséquilibres planétaires et sociaux se renforcent mutuellement		
1.2	Les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion fossile ont baissé dans plusieurs pays		
1.3	Sur les traces du développement humain : un développement humain élevé va de pair avec une forte utilisation des ressources		

<b>3.9</b>	Partout dans le monde, les responsables politiques nationaux se chargent de promouvoir les énergies renouvelables	<b>S5.2.1</b>	Les émissions devraient recommencer à augmenter en 2021 avec la reprise économique et le revirement partiel de certains changements structurels
<b>3.10</b>	Le prix des batteries lithium-ion a chuté entre 2011 et 2020	<b>S5.2.2</b>	Les prix du carbone varient fortement selon les engagements des pays en faveur de l'atténuation
<b>3.11</b>	La différence entre économie circulaire et économie linéaire	<b>S5.2.3</b>	Les coûts de l'efficacité économique de la tarification du carbone sont plus que compensés par les avantages environnementaux nationaux
<b>3.12</b>	Un cadre conceptuel pour la gestion locale de l'environnement	<b>S5.2.4</b>	La tarification du carbone peut être modérément régressive, neutre sur le plan de la distribution ou modérément progressive
<b>S1.1.1</b>	Les connaissances, la volonté sociale et le pouvoir politique nécessaires pour parvenir au développement durable existent	<b>S5.4.1</b>	Dans un scénario de fortes émissions de gaz à effet de serre, les températures pourraient atteindre des niveaux sans précédent dans l'ensemble du monde en développement d'ici la fin du siècle
<b>S1.3.1</b>	Trois types de catastrophes existentielles	<b>S5.4.2</b>	Risque moyen de mortalité dû au changement climatique en 2100, en tenant compte à la fois des coûts et des avantages de l'adaptation
<b>S1.3.2</b>	Bien que la quantité de têtes nucléaires actives stockées ait considérablement diminué, le nombre total reste élevé – en particulier en Fédération de Russie et aux États-Unis	<b>7.1</b>	Le nouveau tableau de bord du développement humain et de l'Anthropocène
<b>4.1</b>	De l'apprentissage aux normes sociales se renforçant mutuellement	<b>7.2</b>	Les variations de l'indice de développement humain après soustraction des coûts sociaux du carbone établis à 200 dollars par tonne d'émissions de dioxyde de carbone sont généralement faibles
<b>4.2</b>	Les plateformes des médias sociaux peuvent contribuer à une certaine polarisation	<b>7.3</b>	La baisse constante du capital naturel
<b>4.3</b>	La plupart des individus reconnaissent qu'il est important de protéger la planète, quel que soit le niveau de développement humain de leur pays	<b>7.4</b>	La représentation visuelle de l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète
<b>4.4</b>	Une occasion manquée : les populations auraient donné une partie de leurs revenus pour protéger la planète dans les années 1990, quel que soit le niveau de développement humain de leur pays	<b>7.5</b>	Les valeurs de l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète sont très proches des valeurs de l'indice de développement humain pour les pays dont l'indice de développement humain est égal ou inférieur à 0,7
<b>4.5</b>	Peu de personnes sont susceptibles de prendre des mesures concrètes pour réduire les pressions exercées sur la planète	<b>7.6</b>	Les pressions exercées sur la planète augmentent avec la hausse de l'indice de développement humain
<b>4.6</b>	Les populations attendent des gouvernements qu'ils prennent des mesures, mais des partenariats sont envisageables	<b>7.7</b>	Un progrès du développement humain contrasté par les pressions exercées sur la planète
<b>4.7</b>	La capacité d'agir influe sur la structure sociale et peut prendre deux dimensions	<b>7.8</b>	Sur plus de 60 pays à développement humain très élevé en 2019, seuls 10 sont encore classés comme ayant un développement humain très élevé dans l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète
<b>4.8</b>	Faire pencher la balance vers la transformation	<b>7.9</b>	Les trajectoires de l'indice de développement humain et de l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète sont couplées dans les pays à développement humain très élevé
<b>A4.1</b>	Données désagrégées pour la question d'enquête représentée dans la figure 4.3	<b>7.10</b>	Le monde progresse bien trop lentement dans le sens d'un développement humain concomitant avec la réduction des pressions exercées sur la planète
<b>5.1</b>	Des incitations sont nécessaires pour réorienter les financements vers les énergies à faible teneur en carbone	<b>S7.2.1</b>	Les émissions de gaz à effet de serre et le commerce international : Europe, Amérique du Nord, Asie centrale et autres pays riches, 1990-2019
<b>5.2</b>	Le coût du financement représente la plus grande part des tarifs de l'énergie solaire, qui sont historiquement bas en Inde	<b>S7.2.2</b>	Les grands pays émergents sont des exportateurs nets de carbone
<b>5.3</b>	Les intermédiaires financiers détiennent une part croissante de l'épargne des ménages aux États-Unis	<b>S7.2.3</b>	Le 1 % le plus riche de la planète émet chaque année 100 fois plus de dioxyde de carbone que les 50 % les plus pauvres
<b>5.4</b>	La plupart des pays ont ratifié les traités internationaux sur l'environnement	<b>S7.2.4</b>	Les émissions des 50 % les plus pauvres sur la période 1975-2020 sont faibles et principalement liées à la consommation
<b>5.5</b>	Une coopération catalytique avec des rendements croissants	<b>S7.2.5</b>	Pour le 1 % le plus riche, la part des émissions liées à l'investissement par rapport aux émissions totales a augmenté au cours des quatre dernières décennies
<b>6.1</b>	Les solutions fondées sur la nature peuvent créer un cycle vertueux entre l'être humain et la planète	<b>S7.2.6</b>	À l'échelle mondiale, les personnes du centile supérieur ont enregistré une croissance substantielle des émissions en raison de l'augmentation de leur consommation et de la hausse des émissions liées à leur richesse et à leurs investissements
<b>6.2</b>	Vingt solutions fondées sur la nature peuvent assurer une partie de l'atténuation nécessaire pour limiter le réchauffement planétaire	<b>S7.3.1</b>	Les courbes de prix fictifs de différentes espèces de poissons de la mer Baltique
<b>6.3</b>	Le local et le mondial sont étroitement interdépendants	<b>S7.4.1</b>	L'indice de développement humain est associé positivement à l'indice de performance environnementale
<b>6.4</b>	Le potentiel d'atténuation de huit interventions en matière de changement climatique est largement réparti entre les pays de différentes régions et à différents niveaux de développement		
<b>6.5</b>	La diminution des zones forestières dans les pays en développement représente un défi pour le potentiel d'atténuation offert par les solutions fondées sur la nature		
<b>6.6</b>	Une cartographie haute résolution des priorités nationales en matière de solutions fondées sur la nature au Costa Rica		
<b>6.7</b>	La richesse de la biodiversité est plus grande dans les zones gérées par les populations autochtones		
<b>6.8</b>	La contribution par habitant des populations autochtones à la préservation de la capacité de stockage des forêts en Amazonie est à peu près égale aux émissions de gaz à effet de serre par habitant du 1 % le plus riche		
<b>6.9</b>	Les populations autochtones et les communautés locales jouent des effets de levier pour assurer la durabilité mondiale		

**S7.5.1** Un indice de développement humain élevé va de pair avec un taux positif d'épargne nette ajustée

### COUPS DE PROJECTEUR

- 1.1** Tirer les leçons des sciences de la durabilité pour encadrer un développement humain durable
- 1.2** Apprendre de la vie – une perspective du système Terre
- 1.3** Les risques existentiels pour l'humanité
- 1.4** Discussion sur la manière de repenser le développement humain : idées issues d'un dialogue mondial
- 2.1** Raconter une histoire pour le futur
- 2.2** Développer l'humanité pour une planète transformée
- 3.1** L'avenir que nous voulons – les Nations Unies dont nous avons besoin
- 5.1** Les implications du changement climatique pour la politique financière et monétaire
- 5.2** Le rôle de la tarification du carbone dans l'atténuation du changement climatique
- 5.3** Comment les réponses des gouvernements à la pandémie de COVID-19 abordent-elles les inégalités et l'environnement ?
- 5.4** Élaboration des politiques pour le développement durable 2.0
- 7.1** L'indice de développement humain a 30 ans : comment vieillit-il ?
- 7.2** Les inégalités mondiales d'émissions de carbone : des émissions territoriales aux émissions nettes des individus
- 7.3** Comptabilité de la richesse et capital naturel
- 7.4** Adapter les paramètres de mesure pour tenir compte de la dégradation de l'environnement et de la durabilité
- 7.5** Ajouter les dimensions de l'environnement et de la durabilité à l'indice de développement humain

### TABLEAUX

- 2.1** Perspectives des sciences naturelles sur l'Anthropocène
- 3.1** Exemples d'inégalités horizontales et intergénérationnelles en lien avec le déséquilibre des pouvoirs
- 3.2** La typologie des dynamiques d'interaction entre les inégalités et la durabilité
- S1.3.1** Progrès dans le suivi des grands astéroïdes proches de la Terre
- S1.3.2** Estimations et limites du risque total d'extinction naturelle par siècle en fonction de la durée de survie de l'humanité, en utilisant trois conceptions de l'humanité

**S1.3.3** Estimation du risque total d'extinction naturelle par siècle, basée sur la durée de survie des espèces apparentées

- 5.1** Les prix du carbone varient et sont bien moins élevés que les coûts sociaux estimés des émissions
- 6.1** Exemples de solutions fondées sur la nature adoptées par les populations autochtones et les communautés locales
- S5.3.1** Une répartition des mesures de relance verte
- A7.1** L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète
- S7.4.1** Indices composites combinant les dimensions économique, sociale et environnementale
- S7.5.1** Écarts par rapport aux valeurs durables de l'empreinte écologique et à l'épargne nette ajustée

## ANNEXE STATISTIQUE

### GUIDE DE LECTURE

#### TABLEAUX STATISTIQUES

##### Indices composites de développement humain

- 1** L'indice de développement humain et ses indicateurs constitutifs
- 2** L'évolution de l'indice de développement humain, 1990-2019
- 3** L'indice de développement humain ajusté aux inégalités
- 4** L'indice de développement de genre
- 5** L'indice d'inégalité de genre
- 6** L'indice de pauvreté multidimensionnelle : pays en développement

##### Tableaux de bord du développement humain

- 1** Qualité du développement humain
- 2** Écart entre les genres tout au long de la vie
- 3** Autonomisation des femmes
- 4** Durabilité environnementale
- 5** Viabilité socioéconomique

### RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT

### RÉFÉRENCES STATISTIQUES

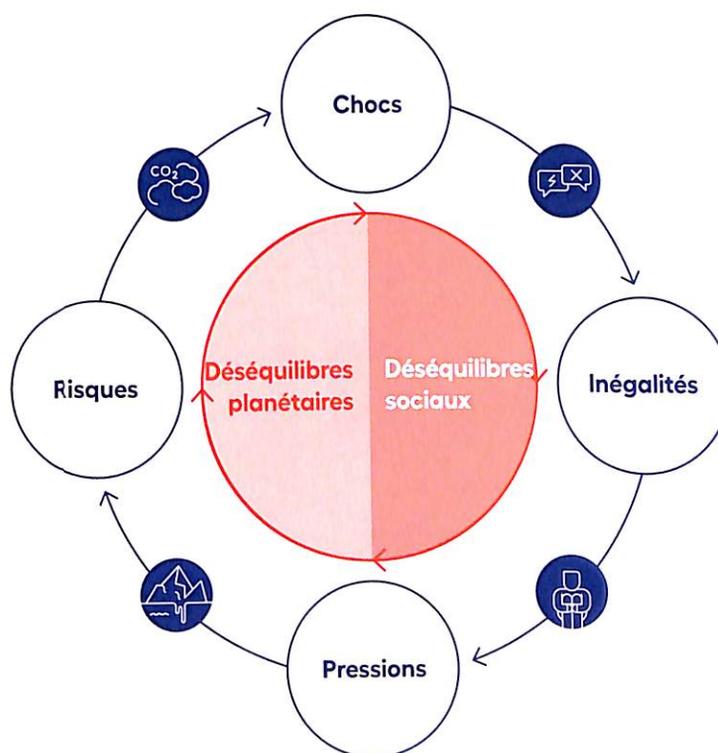
Nous traversons une période inédite de l'histoire du genre humain et de celle de notre planète. Toutes les sonnettes d'alarme sur l'état de la planète et les perspectives de nos sociétés sont tirées, et nous ne sommes pas sans savoir qu'elles retentissent depuis déjà un certain temps. La pandémie de COVID-19 est la plus récente conséquence épouvantable de déséquilibres poussés à l'extrême. Les chercheurs nous avaient prévenus : de la proximité entre êtres humains, animaux d'élevage et espèces sauvages résultera l'émergence plus fréquente d'agents pathogènes inconnus<sup>1</sup> ; une proximité toujours plus grande, avec son lot sans cesse croissant de pressions exercées sur les écosystèmes jusqu'à en expulser des virus mortels. Le nouveau coronavirus en est le plus récent exemple. Si nous ne relâchons pas notre emprise sur la nature, il ne sera pas le dernier.

Les nouveaux agents pathogènes, tout comme les épidémies qu'ils peuvent provoquer, ne tombent pas du ciel. Dans notre monde interconnecté, la COVID-19 s'est propagée à vive allure. Elle s'est installée partout où elle s'est posée et s'est plus

particulièrement épanouie dans les fissures de nos sociétés, exploitant et creusant les innombrables inégalités de développement humain. Dans de trop nombreux cas, ces fissures ont paralysé les efforts de maîtrise du virus (chapitre 2).

Tandis que la COVID-19 retient l'attention du monde entier, les crises qui sévissaient déjà avant son arrivée se poursuivent. Prenons le changement climatique. En 2020, la saison des ouragans dans l'Atlantique a établi ou frôlé des records, tant de nombre de tempêtes que de rapidité d'intensification dans de nombreux cas<sup>2</sup>. Au cours des 12 derniers mois, des incendies gigantesques ont ravagé l'Australie, le Pantanal brésilien, la Sibérie orientale en Fédération de Russie et la côte ouest des États-Unis<sup>3</sup>. La biodiversité de la planète est en chute libre, un quart des espèces étant en voie d'extinction, dont un bon nombre auront disparu dans quelques décennies<sup>4</sup>. De l'avis de nombreux experts, nous vivons ou nous sommes à l'aube d'une extinction de masse des espèces, la sixième de l'histoire de la planète et la

**Figure 1 Les déséquilibres planétaires et sociaux se renforcent mutuellement**



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

première qui soit causée par un seul organisme : l'être humain<sup>5</sup>.

changement climatique, est de plus en plus difficile sur fond de fracture sociale (chapitre 1)<sup>11</sup>.

Toutes les sonnettes d'alarme sur l'état de la planète et les perspectives de nos sociétés sont tirées.

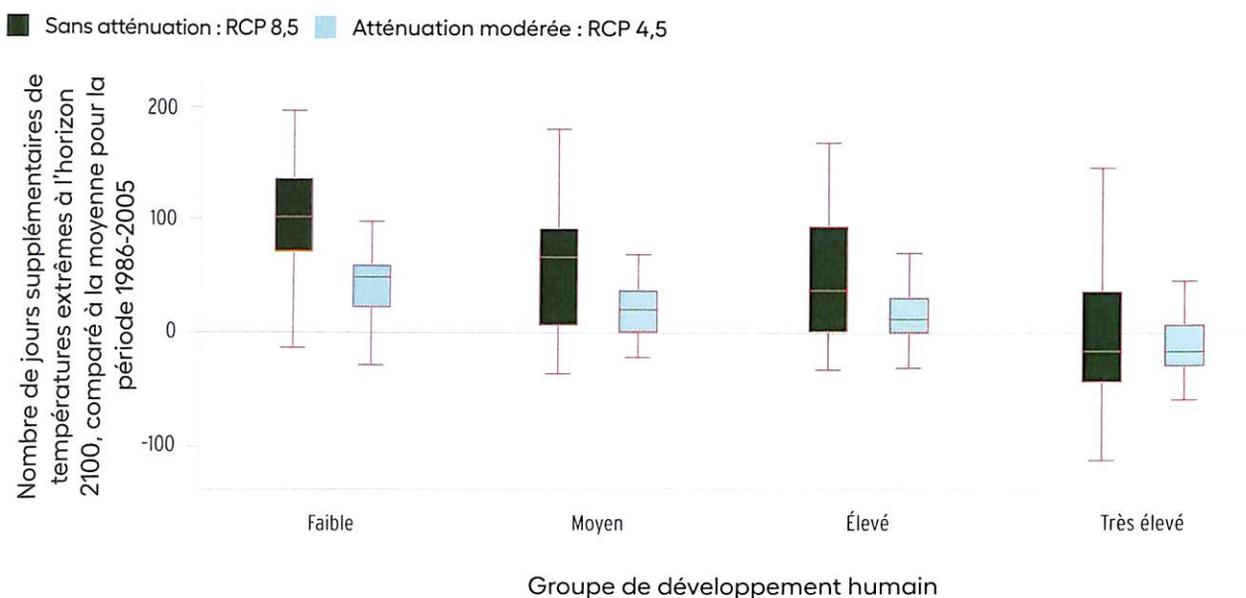
Le poids qui pèse sur la planète est l'écho de celui qui accable un grand nombre de nos sociétés. Ce n'est pas une simple coïncidence. Effectivement, les déséquilibres planétaires (la mutation de la planète dangereuse pour les populations humaines et toutes les formes de vie) et les déséquilibres sociaux s'exacerbent mutuellement (figure 1)<sup>6</sup>. Le Rapport sur le développement humain 2019 était sans équivoque : de nombreuses inégalités de développement humain se sont creusées et continuent de se creuser<sup>7</sup>. Le dérèglement climatique, entre autres mutations dangereuses de la planète, ne fera que les aggraver (figure 2)<sup>8</sup>. Alors que la mobilité sociale diminue, l'instabilité sociale augmente<sup>9</sup>. Des signes prémonitoires de la dégradation de la démocratie et de la montée de l'autoritarisme inquiètent<sup>10</sup>. L'action collective face à ces enjeux, de la COVID-19 au

Une nouvelle normalité s'esquisse. La COVID-19 est la partie visible de l'iceberg.

On parle de retour à la « normalité », comme si les nombreuses crises qui frappent nos sociétés et notre planète avaient une date de fin prédéterminée, comme si un retour à la normalité était souhaitable, voire possible. De quelle normalité s'agirait-il donc ? Cette navigation entre les écueils, caractéristique de l'époque que nous vivons, n'est pas sans rapport avec la « normalité » du passé. Un retour à cette normalité-là reviendrait apparemment à vouer l'avenir à une perpétuelle gestion de crises et non pas au développement humain.

Que nous le voulions ou non, une nouvelle normalité s'esquisse. La COVID-19 n'est que la partie visible de l'iceberg. Les chercheurs sont généralement d'avis que nous sortons de l'Holocène, l'ère née il y a environ 12 000 ans, qui a vu naître la civilisation humaine telle que nous la connaissons. Ils suggèrent que nous entrons dans une nouvelle ère

**Figure 2 L'évolution du nombre de jours de températures extrêmes – une résultante du changement climatique – ne fera que creuser les inégalités de développement humain**



**Note :** les jours de températures extrêmes sont ceux pour lesquels sont enregistrées des températures inférieures à 0 °C ou supérieures à 35 °C. Le graphique illustre l'évolution entre le nombre effectif de jours de températures extrêmes sur la période 1986-2005 et le nombre médian de jours de températures extrêmes prévu sur la période 2080-2099.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de Carleton et al. (2020).

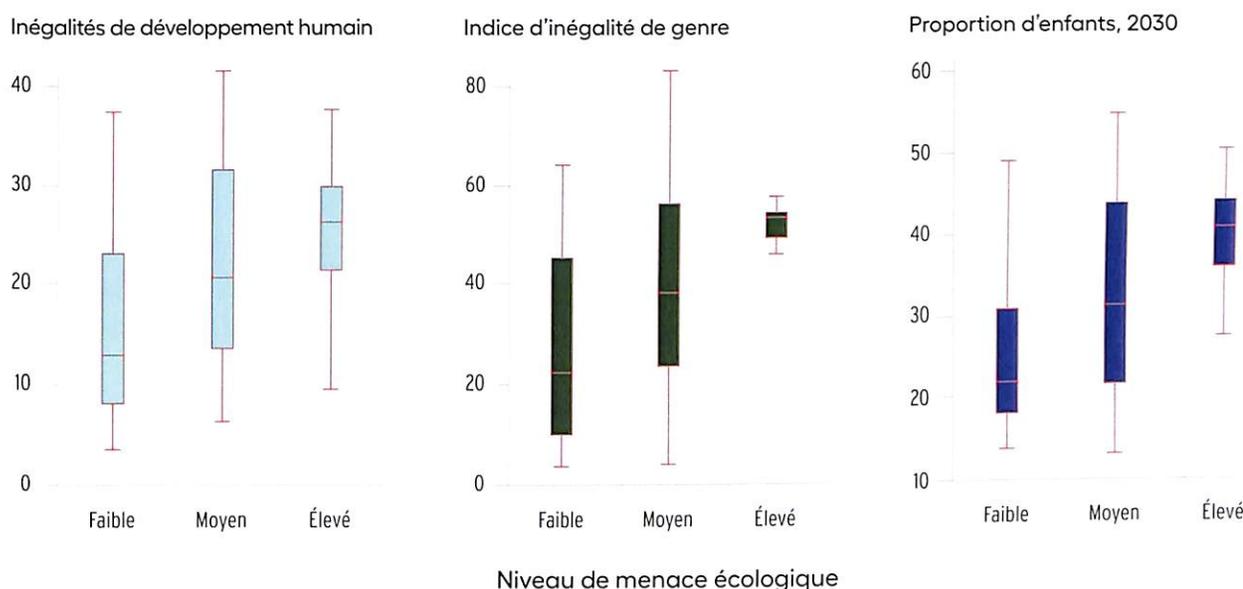
géologique – l'Anthropocène – dans laquelle les êtres humains sont une force dominante qui détermine l'avenir de la planète<sup>12</sup>. La question qui se pose est la suivante : que faire de cette ère nouvelle ? Allons-nous choisir de tracer une nouvelle voie dont l'ambition face aux incertitudes de l'avenir est d'élargir les libertés humaines tout en réduisant les pressions sur la planète ? Ou préférons-nous tenter – avec échec à la clé – de maintenir le statu quo en nous laissant emporter à la dérive, mal équipés, vers un inconnu dangereux ?

Ce Rapport sur le développement humain se range résolument du côté du premier choix et ne se contente pas de résumer des listes bien connues d'actions possibles pour le concrétiser. Nous savons que la tarification du carbone peut être un moyen efficace et rentable de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Nous savons que les subventions aux combustibles fossiles encouragent ces émissions et devraient être progressivement supprimées (chapitre 5). Le Rapport traite des choix autres que peuvent faire les sociétés, mais il propose avant tout un prisme du développement humain visant à faire tomber certains

des obstacles les plus profonds à l'épanouissement humain tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Il s'intéresse à la question de savoir pourquoi les « solutions » dont on parle beaucoup ne sont pas pleinement mises en œuvre et, dans de nombreux cas, à l'échelle nécessaire pour changer la donne.

Le Rapport remet en cause le discours même autour de « solutions à un problème », qui présente les solutions à des problèmes distincts comme en quelque sorte externes, ou « lointaines », sans aucun lien avec nous et sans aucun lien les uns avec les autres. Ainsi que le veut ce discours, une fois les solutions découvertes, il nous suffit d'en faire des panacées. La technologie et l'innovation sont importantes – très importantes, soutient le Rapport –, mais la situation est bien plus complexe, bien plus non linéaire, bien plus dynamique que de simples métaphores prêtes à l'emploi. Une solution individuelle apparemment prometteuse peut avoir des conséquences involontaires dangereuses. Il nous faut réorienter notre approche et ne plus nous attacher à résoudre des problèmes distincts et cloisonnés, mais plutôt nous attaquer à des difficultés

**Figure 3 Dans les pays sur lesquels la menace écologique pèse lourdement, la vulnérabilité sociale est également plus grande**



**Note :** les valeurs aberrantes sont exclues. Les menaces écologiques sont le stress hydrique, l'insécurité alimentaire, les sécheresses, les inondations, les cyclones, les élévations de température, l'élévation du niveau de la mer et la croissance démographique. Les niveaux sont définis par le nombre de menaces pesant sur chaque pays : faible (de zéro à une menace), moyen (de deux à trois menaces) et élevé (quatre menaces ou plus). Voir IEP (2020).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de données du Département des affaires économiques et sociales et de l'IEP (2020).

multidimensionnelles, imbriquées et de plus en plus universelles.

Face à la complexité, le progrès doit être le fruit d'un apprentissage par la pratique évolutif, alimenté par des innovations de portée générale, ancré dans une prise de décision délibérative et participative, étayé par des assortiments appropriés de carottes et de bâtons. La tâche ne sera pas aisée. Des différences fondamentales, d'intérêts, mais aussi de réactivité et de redevabilité des institutions actuelles, occupent une place importante. Il en va de même de diverses formes d'inégalités, qui limitent la participation aux processus de décision, minent le potentiel d'innovation et accroissent la vulnérabilité au changement climatique et aux menaces écologiques (figure 3)<sup>13</sup>. Les choix de développement sont souvent formulés comme s'ils étaient restreints à des sentiers étroits, bien battus, mais, en définitive, peu viables. Encore plus profondes sont les questions concernant ce à quoi nous sommes attachés et à quel point<sup>14</sup>.

Les choix humains, déterminés par les valeurs et les institutions, ont engendré les déséquilibres planétaires et sociaux imbriqués que nous connaissons aujourd'hui.

Pour reprendre la célèbre réplique de Cassius dans *Jules César* de Shakespeare, « La faute... n'en est pas à nos étoiles ; elle en est à nous-mêmes »<sup>15</sup>. Consciemment ou non, les choix humains, déterminés par les valeurs et les institutions, ont engendré les déséquilibres planétaires et sociaux imbriqués que nous connaissons aujourd'hui. Aux efforts pour comprendre et rectifier ces déséquilibres s'opposent les rigidités de ces mêmes valeurs et institutions, des rigidités qui figent nos choix passés. Un examen critique du creuset des valeurs et des institutions humaines – et plus précisément des modes de distribution et d'exercice du pouvoir – s'impose pour accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans l'intérêt des populations et de la planète.

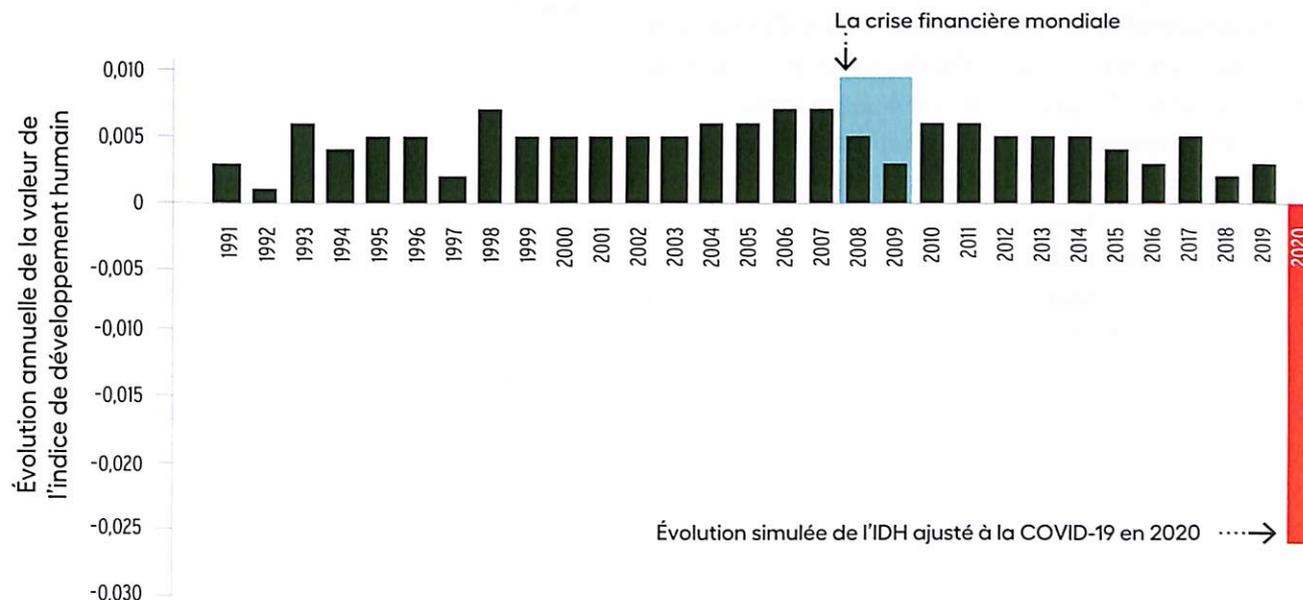
L'approche du développement humain a fort à contribuer à la réflexion sur notre immobilisme collectif face à un changement planétaire alarmant. Le développement humain s'entend comme l'expansion des libertés humaines et l'élargissement de l'éventail des choix qui permettent de se

tracer soi-même un parcours en fonction de ses valeurs. Il ne s'agit pas de prescrire un ou plusieurs parcours particuliers. Trop souvent, les choix de développement opposent les êtres humains aux arbres parce que l'environnement a été systématiquement sous-estimé au profit de la croissance économique. Le concept de développement humain a fait son apparition il y a 30 ans, précisément en réplique à des définitions peu clairvoyantes du développement. La croissance économique est importante, surtout pour les pays en développement ; l'augmentation des revenus est cruciale pour ceux et celles qui vivent dans la pauvreté, dans chaque pays. Or, comme le soulignait le Rapport sur le développement humain 2019, les questions qui gagnent en importance dans un grand nombre de pays ne concernent pas tant la taille du gâteau tout entier, mais la taille relative des parts<sup>16</sup>. Cette année, et ce n'est pas la première fois dans l'histoire du Rapport, nous nous préoccupons également du four dans lequel le gâteau a cuit.

L'approche du développement humain nous rappelle que la croissance économique est davantage un moyen qu'une fin. Il importe d'accroître les ressources matérielles, à condition de veiller à leur distribution équitable et de ne pas surexploiter la planète<sup>17</sup>, parce qu'elles élargissent les opportunités humaines, d'une génération à l'autre. En effet, la composante « revenus » de l'indice de développement humain (IDH) était censée servir de variable supplétive pour les ressources matérielles permettant une série de capacités de base qui élargissent les opportunités humaines. Deux capacités, à savoir vivre en bonne santé et recevoir une éducation, revêtent une telle importance qu'elles sont mesurées dans le cadre de l'IDH depuis sa création. À la différence des revenus ou de la croissance économique, elles ne sont pas seulement des moyens, mais des fins en soi.

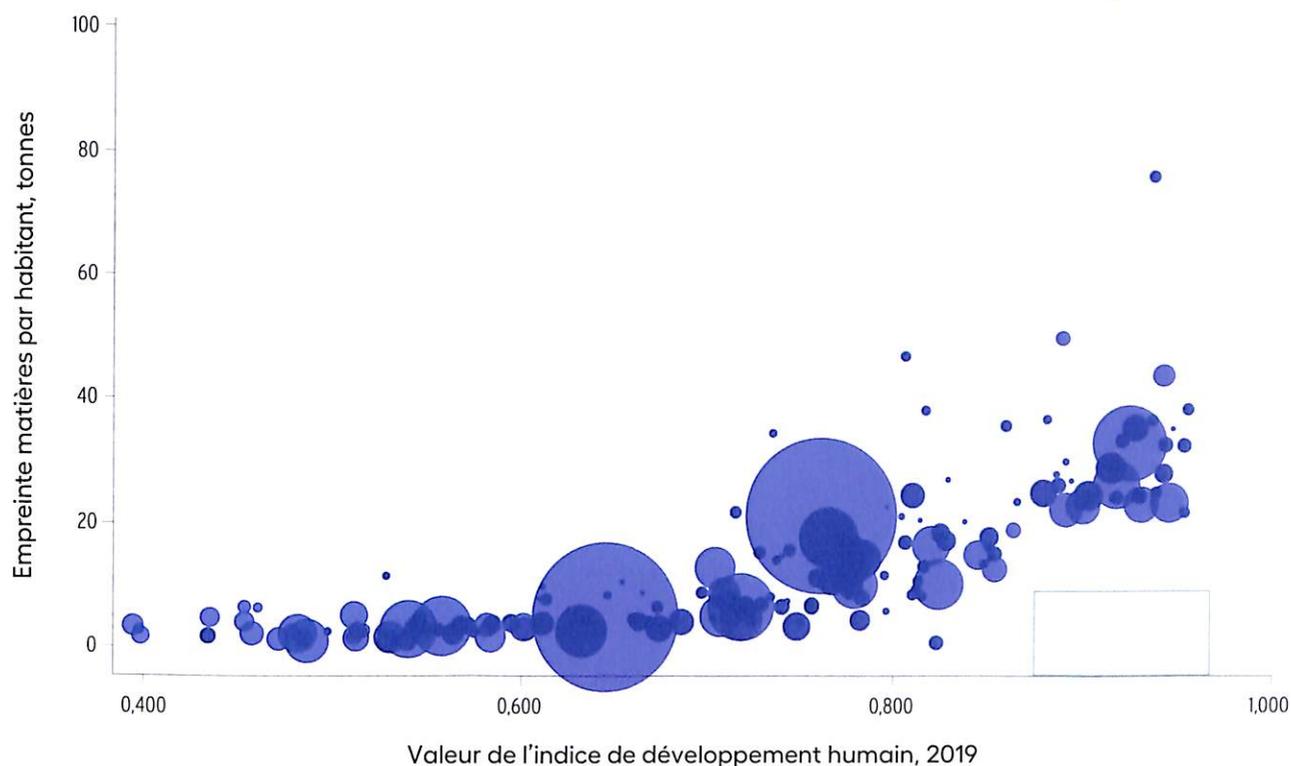
Le Rapport sur le développement humain 2019 soutenait qu'une nouvelle génération de capacités plus avancées est de plus en plus importante pour l'épanouissement des populations à l'ère du numérique<sup>18</sup>. Les principes fondamentaux du développement humain n'ont pas changé ; ce dernier continue d'être guidé par ce à quoi les êtres humains attachent de la valeur. C'est le contexte qui a changé. Plus d'un milliard de personnes ont été hissées au-dessus des niveaux d'extrême pauvreté en une

Figure 4 Le choc inédit de la pandémie de COVID-19 sur le développement humain



Source : version mise à jour de la figure 3 dans PNUD (2020b).

Figure 5 Les pays affichant des niveaux de développement humain plus élevés exercent généralement une plus grande pression et à plus grande échelle sur la planète



**Note :** l’empreinte matières mesure la quantité d’extraction domestique et d’importation de matières premières (biomasse, combustibles fossiles, minerais métalliques et non métalliques) pour satisfaire la demande finale intérieure de biens et services d’un pays. La taille des pastilles est proportionnelle à la population du pays. Le rectangle vert à l’angle inférieur droit représente l’espace idéal actuellement vide pour la marche vers le développement humain à l’Anthropocène (voir l’encadré 1).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de données du Programme des Nations Unies pour l’environnement.

génération<sup>19</sup>, ce qui est indéniablement l'un des plus grands accomplissements de l'humanité. Or, la pandémie de COVID-19 pourrait avoir fait basculer environ 100 millions d'individus dans l'extrême pauvreté, le pire recul en une génération<sup>20</sup>. Le développement humain pourrait avoir subi un sérieux contretemps en 2020 (figure 4)<sup>21</sup>. L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes – et son éradication dans un monde dynamique – demeure centrale, mais les ambitions sont sans cesse relevées, comme il se doit, sans perdre de vue l'engagement ferme à ne laisser personne de côté. Le développement humain est un cheminement constant, pas une destination. Son centre de gravité a toujours englobé plus que la seule satisfaction des besoins de base. Il s'agit de donner aux populations les moyens de trouver et d'emprunter les chemins qui les mèneront à une vie riche de sens, ancrée dans l'expansion des libertés. Le développement humain nous met au défi de penser aux personnes en tant qu'agents plutôt qu'en tant que patients, l'un des thèmes centraux du Rapport 2020.

Le sol bouge sous nos pieds à l'heure où nous nous heurtons aux défis sans précédent de l'Anthropocène naissant. Il ne s'agit plus seulement, pour avancer, d'expansion des capacités des individus pour leur permettre de vivre des vies riches de sens, c'est-à-dire d'élargissement de l'éventail des choix. Nous devons aussi tenir compte de deux autres aspects fondamentaux du développement humain : la capacité d'agir (la capacité de participer à la prise de décision et de faire soi-même des choix) et les valeurs (les choix les plus désirés), en accordant une attention particulière à nos interactions avec la nature, à notre rôle de gardiens de la planète.

**Le développement humain consiste à donner aux populations les moyens de trouver et d'emprunter les chemins qui les mèneront à une vie riche de sens, ancrée dans l'expansion des libertés.**

Tel un tabouret à trois pieds, les capacités, la capacité d'agir et les valeurs sont inséparables dans notre conception du développement humain dans le contexte de l'Anthropocène. Nous ne pouvons pas supposer que l'expansion des capacités réduira automatiquement les pressions exercées sur la planète. L'IDH nous donne des preuves historiques du contraire : les pays les plus développés selon l'IDH

ont eu tendance à exercer une pression à la fois plus forte et à plus grande échelle sur la planète (figure 5).

On ne peut pas non plus supposer que du seul fait de l'expansion de la capacité d'agir, un plus grand nombre de personnes choisiront invariablement, individuellement et collectivement, d'éviter un changement planétaire dangereux. Les valeurs, en particulier la façon dont elles se superposent et interagissent, interviennent dans l'orientation globale des choix que font les personnes autonomisées concernant leur vie. Les valeurs sont fondamentales pour notre compréhension personnelle de ce que signifie bien vivre. Mais leur réalisation dépend de capacités et d'une capacité d'agir suffisantes.

Le Rapport soutient que, pour vivre à l'Anthropocène, l'humanité peut développer les capacités, la capacité d'agir et les valeurs nécessaires pour passer à l'action en renforçant l'équité, en favorisant l'innovation et en inspirant le souci de la protection de la nature<sup>22</sup>. Si ces éléments viennent à peser plus lourd dans l'éventail toujours plus large des choix que se créent les individus – si l'équité, l'innovation et la protection trouvent leur place au cœur de la notion de bien vivre – l'épanouissement des êtres humains sera possible parallèlement à la réduction des pressions exercées sur la planète<sup>23</sup>.

Nous ne manquons pas de preuves que l'on peut changer les valeurs à dessein et assez rapidement. Prenons par exemple la transformation radicale des normes sociales, de la réglementation et des comportements liés au tabac dans un grand nombre de pays<sup>24</sup>. La cigarette, qui jusqu'à récemment occupait une position culturelle convoitée dans le monde entier, a rétrogradé à divers degrés en l'espace de quelques décennies. Il reste cependant fort à faire, surtout en ce qui concerne les inégalités résiduelles dans l'utilisation du tabac, en particulier dans les pays en développement<sup>25</sup>. Le premier traité international sur la santé négocié sous les auspices de l'Organisation mondiale de la Santé est consacré exclusivement à la lutte contre le tabac. Signée par 182 parties représentant plus de 90 % de la population mondiale, la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac témoigne du pouvoir mobilisateur d'une expertise sanitaire à base scientifique alliée à une impulsion politique soutenue et efficace, autour d'un problème d'ordre mondial<sup>26</sup>.

Si l'équité, l'innovation et la protection trouvent leur place au cœur de la notion de bien vivre, l'épanouissement des êtres humains sera possible parallèlement à la réduction des pressions exercées sur la planète.

Les valeurs environnementales ont elles aussi été bouleversées. Prenons le Printemps silencieux de Rachel Carson, que beaucoup considèrent comme l'ouvrage déclencheur du mouvement environnementaliste moderne, dont les racines remontent à plusieurs siècles<sup>27</sup>. Des préoccupations redistributives ont vite surgi avec le mouvement pour la justice environnementale. Chacun de ces mouvements se veut en grande partie une réaction pragmatique aux nouvelles réalités (pollution de l'air, pollution de l'eau, etc.) qui intervenaient de façons inédites et à des échelles inédites, touchant souvent de manière disproportionnée les groupes marginalisés. Chacun a élargi la notion de bien vivre en faisant de la place à la bonne gestion de l'environnement, à la justice sociale et aux responsabilités intergénérationnelles, posant ainsi les bases de l'ère du développement durable. Et chacun doit continuer d'évoluer en réaction à des problèmes planétaires mondiaux qui ne figuraient pas dans sa mission originelle.

Aujourd'hui, dans le contexte de l'Anthropocène, il est essentiel de s'affranchir des distinctions claires entre êtres humains et planète. Les approches du système Terre font de plus en plus ressortir nos imbrications en tant que systèmes socioécologiques, une notion fort pertinente pour l'Anthropocène<sup>28</sup>. Le développement humain s'inscrit dans la logique de cette pensée. Il a toujours voulu décloisonner et établir des liens. Comment pourrait-il en être autrement d'une optique du développement centrée sur les possibilités humaines ? Chacun d'entre nous évolue entre des espaces sociaux, économiques et environnementaux. Dans une journée donnée, une agricultrice assume les rôles de mère et de femme ; elle ramasse du bois de feu et va chercher de l'eau, s'inquiète des conditions météorologiques et des nuisibles, négocie sur le marché, achète des médicaments et des manuels scolaires. Les liens entre les personnes, les lieux et l'environnement n'existent pas uniquement dans les contextes ruraux. Les citoyens interagissent eux aussi avec

leur environnement, souvent à plus grande échelle ou de manière plus variée, pour la nourriture, l'eau, la qualité de l'air, les divertissements, la santé physique et mentale. C'est le prisme centré sur l'expérience de l'individu, plutôt que sur les structures institutionnelles organisées en secteurs, qui permet à l'approche du développement humain de rompre les entraves disciplinaires et sectorielles. Le développement humain se veut le développement tel qu'il est vu à travers nos propres yeux.

Et les crises systémiques qui nous frappent de plus en plus fréquemment sont alarmantes (chapitre 2). Nous n'avons plus le luxe, si tant est que nous l'ayons jamais eu, d'aborder les problèmes comme des sujets isolés et quasi indépendants dans des sphères sociales et écologiques distinctes. Nous devons plutôt les voir comme les nœuds d'un réseau socioécologique interdépendant dont tous les voyants d'alarme clignotent en rouge<sup>29</sup>. La résilience du système a été considérée comme allant de soi, surtout lorsqu'une seule partie à la fois était en proie à des tensions<sup>30</sup>. L'effet homogénéisateur de nos modèles de production et de consommation prédominants, qui ont soudé le monde, a miné la diversité – sous toutes ses formes, de la diversité biologique à la diversité culturelle – si essentielle à la résilience<sup>31</sup>. La diversité est porteuse de redondances qui, bien que tout l'opposé de rentables, sont propices à la résilience des systèmes face aux chocs dont les ondes se propagent le long des lignes qui relient les populations et les nations<sup>32</sup>.

**Dans l'Anthropocène, il est essentiel de s'affranchir des distinctions claires entre êtres humains et planète.**

Or, en un peu moins de dix ans, la crise financière mondiale, la crise climatique, la crise des inégalités et la crise de la COVID-19 ont toutes fait ressortir la dégradation de la résilience des systèmes. Les systèmes amortisseurs sont à saturation. Des articulations autrefois souples peuvent se gripper et avoir plus tendance à rompre qu'à plier, avec pour effet de déstabiliser plus encore le système Terre<sup>33</sup>. Les perturbations prennent alors plus facilement des allures de contagion – économique, environnementale ou virale – qui se faufile indifféremment au travers des frontières poreuses

des États-nations et escalade les murs imaginaires qui séparent les populations de la planète.

Continuer comme avant sera simplement peine perdue. Pareillement pour le concept du développement humain, qui doit être constamment actualisé et adapté aux enjeux de l'époque. Il ne s'agit pas de rejeter ses principes fondamentaux, qui demeurent vitaux pour relever les nombreux défis du présent, mais plutôt de s'appuyer sur eux pour se frayer un chemin à travers les turbulences de la nouvelle ère géologique. Le but du développement humain, c'est-à-dire l'épanouissement de tous les êtres humains, n'a rien perdu de sa pertinence. Qui plus est, il renferme le potentiel de résolution de notre problème, ne serait-ce que parce que le maintien des conditions actuelles signifie pour les êtres humains, y compris les générations futures, des choix sans cesse limités au lieu d'être élargis.

La réduction des pressions exercées sur la planète suppose de comprendre que de toute vie sur la planète, c'est-à-dire la biosphère, dépend une très grande partie de ce que nous considérons comme allant de soi : l'air que nous respirons, par exemple. D'où l'importance d'une biosphère qui soit régénérée et non pas épuisée. Il faut aussi comprendre comment les sociétés utilisent l'énergie et les matières. Dans quelle mesure les sources d'énergie, par exemple l'énergie solaire, sont-elles infiniment renouvelables et dans quelle mesure les matières sont-elles recyclées plutôt que rejetées dans les déchets et la pollution ? Le dioxyde de carbone qui persiste dans l'atmosphère et le plastique qui s'accumule dans les océans ne sont que deux des nombreux exemples des risques de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des cycles de matières ouverts. Il en va de même pour la perte de biodiversité, qui va souvent de pair avec la perte de diversité culturelle et linguistique, et qui mène à l'appauvrissement culturel des sociétés<sup>34</sup>.

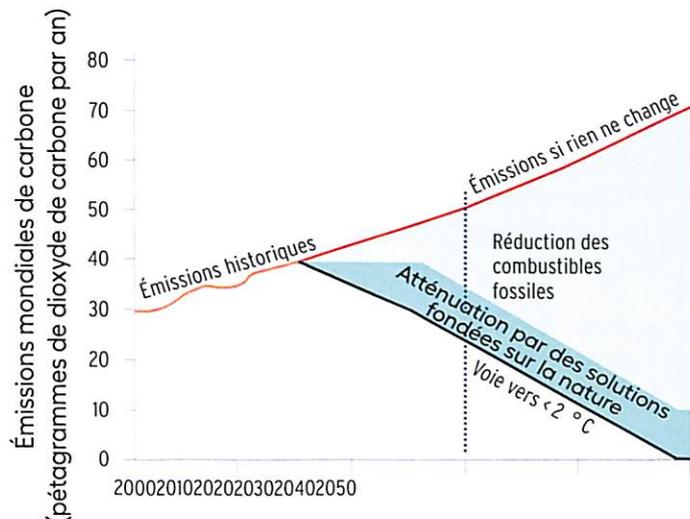
La Terre a déjà traversé des périodes d'instabilité et est passée par différents états. Les processus planétaires se déroulent normalement sur des centaines de milliers d'années, une échelle temporelle largement hors de portée de notre espèce. Nous mesurons l'ancien en milliers d'années et notre histoire n'est qu'un grain de poussière comparée à l'immensité du temps géologique. Un contexte d'instabilité climatique intrinsèque vient compliquer

les choses. L'Holocène, malgré son apparente stabilité, est un épisode temporaire de chaleur au sein d'un régime climatique changeant, dans lequel les alternances entre périodes glaciaires (froides) et interglaciaires (plus chaudes) sont devenues plus marquées. Le climat de la Terre est déjà caractérisé par des changements brusques, mais les émissions de gaz à effet de serre et autres perturbations planétaires causées par l'activité humaine qui influent sur les cycles des matières jettent de l'huile sur le feu et superposent de nouvelles instabilités à celles qui existent déjà.

Le Rapport préconise une transformation juste, qui favorise l'expansion des libertés humaines tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Il organise ses recommandations non pas en fonction des acteurs, mais des mécanismes du changement - normes et valeurs sociales, incitations et réglementations, et développement humain fondé sur la nature. Chaque mécanisme de changement définit de multiples rôles potentiels pour chacun d'entre nous, pour les pouvoirs publics, pour les marchés financiers, pour les chefs de file de la vie politique et ceux de la société civile. Il ne s'agit pas d'opposer les êtres humains aux arbres, ou d'éliminer les marchés pour la simple raison qu'il leur arrive parfois de défaillir. Il s'agit plutôt d'étudier les moyens de fédérer les différentes approches - les normes et les valeurs, les incitations et les réglementations, la nature elle-même - pour parvenir à l'expansion des libertés humaines tout en réduisant les pressions exercées sur la planète.

La pensée systémique et complexe s'applique également aux normes sociales, qui sont créées et renforcées dans l'ensemble de la société, qu'il s'agisse de ce que les enfants apprennent à l'école, de ce que les gens font en ligne ou de ce que les dirigeants disent et édictent au moyen de politiques publiques. Les normes présentent des qualités de stabilité et de résilience, mais elles peuvent être - et ont été - progressivement poussées vers de nouveaux états à des moments critiques. Cette évolution est parfois souhaitable, parfois moins. Des boucles de rétroaction positive peuvent accélérer le changement et stabiliser les nouveaux états normatifs, tantôt rapidement comme nous l'avons vu dans le cas des normes sur le tabac. Un retour aux anciennes normes est assurément possible. Comment les normes, aussi

**Figure 6 Vingt solutions fondées sur la nature pourraient assurer une grande partie de l'atténuation nécessaire pour limiter le réchauffement planétaire**



Source : Griscom et al. (2017).

nébuleuses qu'elles sont puissantes, évoluent-elles ? Quels sont les leviers et mécanismes dont disposent les responsables publics et les citoyens ordinaires ? C'est sur cette question que se penche le chapitre 4 du Rapport. Il faut, en premier lieu, élargir l'éventail des choix. Cet objectif d'expansion des choix (sources d'énergie renouvelable, réseaux de transport multimodal, etc.) est en phase avec la volonté d'aider les individus à vivre en fonction de leurs valeurs. Elle est également en phase avec le principe de marchés compétitifs efficaces.

**Le Rapport préconise une transformation juste, qui favorise l'expansion des libertés humaines tout en réduisant les pressions exercées sur la planète.**

Cependant, les périodes de crise peuvent rapprocher les systèmes des seuils critiques de changement. Pensons à l'expérience des nombreux pays qui ont progressé vers une couverture de santé universelle, l'un des objectifs de développement durable. Une analyse récente de 49 pays représentant différents niveaux de revenu constate que la majorité d'entre eux sont passés à la couverture sanitaire universelle à la suite d'un bouleversement du *statu quo*, y compris pendant qu'ils se remettaient de

périodes d'instabilité sociale<sup>35</sup>. Qui plus est, cette transition vers la couverture sanitaire universelle a généralement été plus facile pour les pays dont les voisins et les pairs l'avaient déjà établie ; un exemple à la fois d'incitations et d'effets de rétroaction positive. Les crises superposées qui nous frappent actuellement, et dans l'immédiat celle de la pandémie de COVID-19, sont pour les sociétés une occasion de réévaluer les normes et, pour les responsables publics, de prendre des mesures dynamiques en faveur d'un redressement social et économique par l'investissement dans un avenir plus sain, plus écologique et plus équitable, dans un avenir qui élargisse les libertés humaines tout en réduisant les pressions exercées sur la planète.

À l'heure actuelle, presque 80 % de la population mondiale pensent qu'il est important de protéger la planète. Mais environ la moitié seulement des habitants de la planète se voient adopter des gestes concrets pour la sauver. Entre les valeurs des individus et leurs comportements, l'écart est manifeste (voir le chapitre 4). Pour le combler, pour donner des moyens d'agir aux individus, le Rapport s'intéresse également à la façon dont les incitations et les réglementations peuvent nous empêcher d'agir en fonction de nos valeurs ou, au contraire, nous encourager (chapitre 5). Les incitations sont importantes, même lorsque les personnes ne changent pas d'avis ou de valeurs. Leur existence – des subventions aux combustibles fossiles à la tarification du carbone – ou leur absence explique en partie les modes actuels de consommation, de production et d'investissement, ainsi que les autres choix qui entraînent des déséquilibres planétaires et sociaux. Les subventions aux combustibles fossiles, par exemple, entraînent des coûts directs et indirects de plus de 5 000 milliards de dollars par an. L'élimination de ces subventions en 2015 aurait réduit les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> d'environ 28 % et la mortalité due à la pollution par les combustibles fossiles de 46 %<sup>36</sup>.

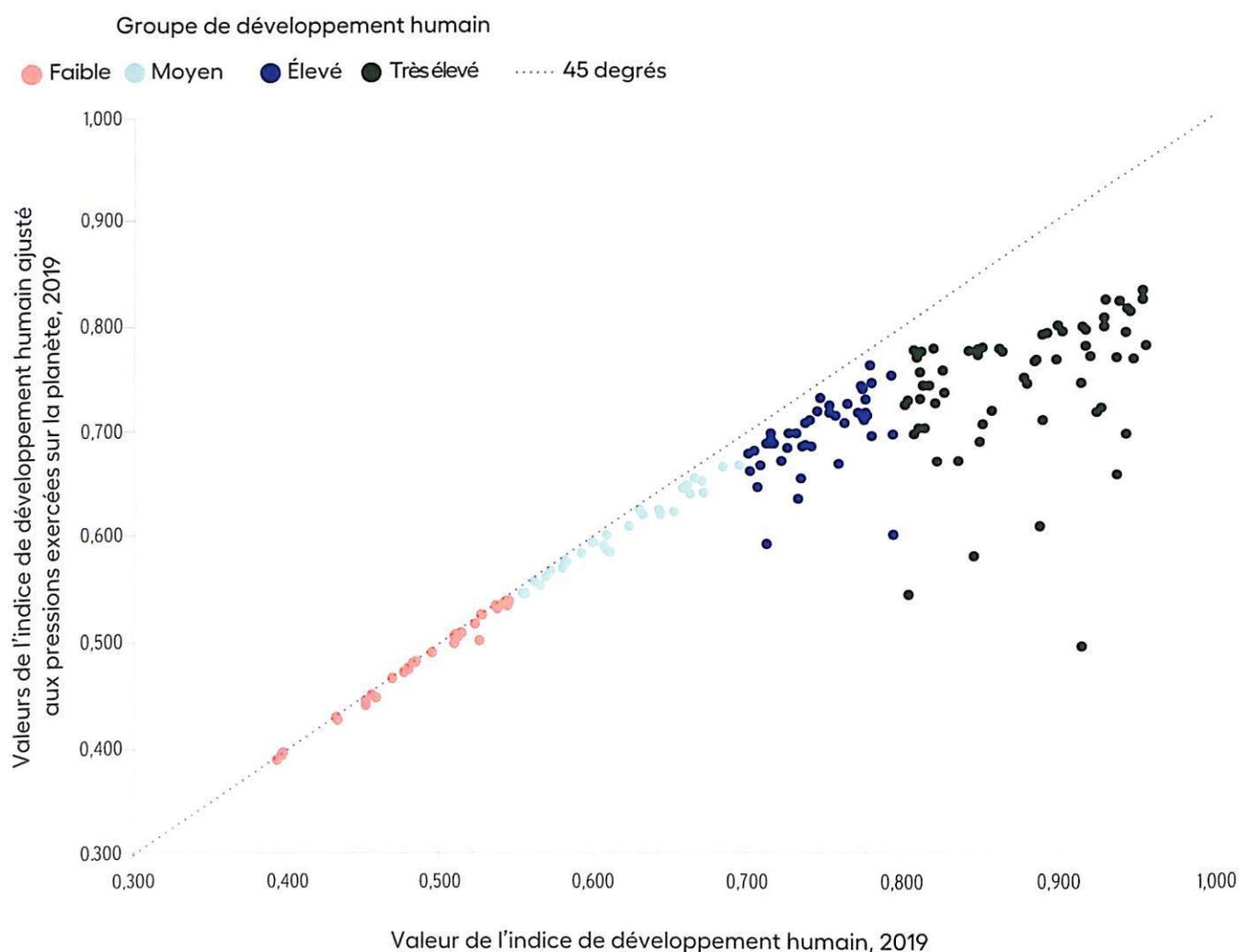
Le Rapport établit ensuite comment les incitations et les réglementations pourraient évoluer de manière à réduire les pressions exercées sur la planète et guider les sociétés vers les transformations nécessaires à la progression du développement humain à l'Anthropocène. Il s'intéresse à trois domaines déterminés par les incitations. Premièrement, le domaine de la finance, qui comprend les incitations

en place au sein des entreprises financières, mais aussi de leurs autorités de tutelle. Deuxièmement, celui de la tarification qui, parce qu'elle est rarement le vrai reflet des coûts sociaux et environnementaux, fausse les comportements. Troisièmement, le domaine des incitations à l'action collective, y compris au niveau international.

Le développement humain fondé sur la nature aide à relever simultanément trois défis fondamentaux de l'Anthropocène : atténuer le changement climatique et s'y adapter, protéger la biodiversité, et assurer le bien-être de tout être humain. On parle de développement humain fondé sur la nature lorsqu'il s'agit d'imbriquer le développement humain, y compris les systèmes sociaux et économiques, dans

les écosystèmes et la biosphère, en s'appuyant sur une approche systémique de solutions fondées sur la nature et centrées sur la capacité d'agir des individus. Les possibilités sont immenses et les avantages vont de l'atténuation du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'accroissement de la disponibilité et de la qualité de l'eau. Une série de 20 mesures rentables pour les forêts, les zones humides, les prairies et les terres agricoles pourrait permettre de réaliser 37 % de l'atténuation nécessaire à l'horizon 2030 pour maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels et 20 % de l'atténuation nécessaire à l'horizon 2050 (figure 6)<sup>37</sup>. Environ deux tiers de

**Figure 7 Ajustement des valeurs de l'indice de développement humain standard aux pressions exercées sur la planète : l'indice de développement humain ajusté s'écarte davantage de l'IDH à mesure que le niveau de développement humain lui aussi augmente**



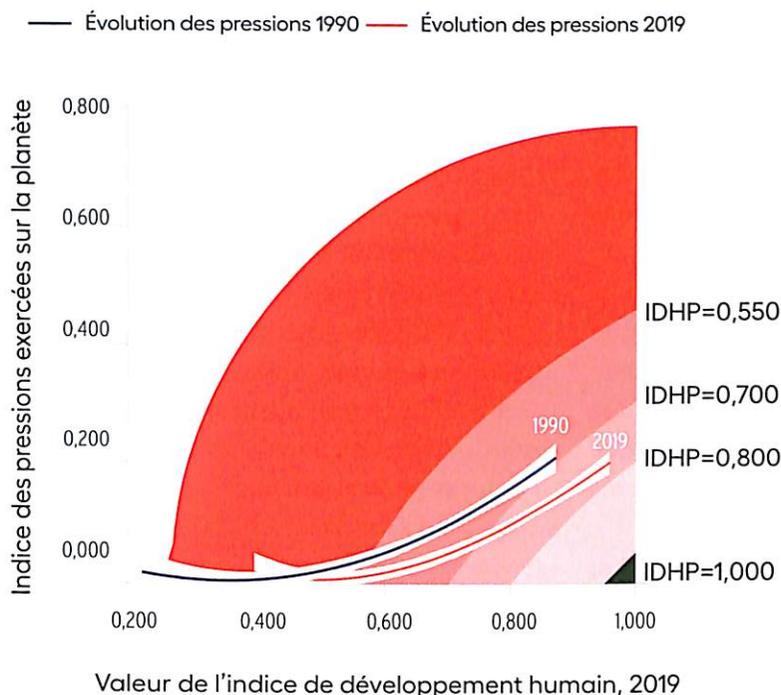
Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

## Encadré 1 L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète : des indications pour trouver le bon chemin dans l'Anthropocène

L'IDHP constitue un paramètre de mesure pour faire progresser le développement humain tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Aujourd'hui une telle combinaison correspond à un « angle vide » lorsque le développement humain est comparé aux indicateurs sur les pressions exercées sur la planète (le rectangle vert de la figure 5)<sup>1</sup>. Sur la ci-dessous, l'abscisse représente la valeur de l'IDH et l'ordonnée correspond à l'indice des pressions exercées sur la planète<sup>2</sup>. Les contours de la zone grisée indiquent les valeurs constantes de l'IDHP qui résultent des différentes combinaisons de valeurs de l'IDH et de valeurs de l'indice des pressions exercées sur la planète. Les valeurs de l'IDHP augmentent à mesure que ces lignes évoluent vers l'angle inférieur droit, qui correspond aux capacités plus avancées et à la réduction des pressions sur la planète. Cet angle, mis en évidence en vert, représente la destination idéale de la marche vers le développement humain à l'Anthropocène. La courbe correspond à la performance moyenne sur les deux indices de tous les pays ayant évolué vers cet angle entre 1990 et 2019<sup>3</sup>. Cette évolution a cependant été beaucoup trop lente et trop modeste. Pour que d'autres progrès soient réalisés, tous les pays devront avancer rapidement vers l'angle inférieur droit. L'IDHP et l'IDH peuvent aider à peser, mais surtout à encourager, des choix de marche vers le développement humain à l'Anthropocène qui nous fassent tous avancer dans la bonne direction tout en réduisant les pressions exercées sur la planète.

### Le monde progresse bien trop lentement dans le sens d'un développement humain concomitant avec la réduction des pressions exercées sur la planète

Améliorations de l'efficacité : 1990 vs. 2019



**Note :** les schémas transversaux des pressions pour 1990 et 2019 ont été calculés à partir de modèles de régression polynomiale. Les zones grisées correspondent aux intervalles de confiance.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain.

#### Notes

**1.** Voir l'analyse similaire dans Lin *et al.* (2018). En tant qu'image d'espace idéal dans le développement, il rappelle aussi l'idée de *casillero vacío* dans Fajnzylber (1990). **2.** C'est-à-dire 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète multiplié par l'IDH pour donner l'IDHP. **3.** Nous remercions Marina Fischer-Kowalski de ses éclairages à ce sujet.

ces mesures d'atténuation concernent les forêts, et principalement le reboisement. La contribution par tête des populations autochtones de l'Amazonie à l'atténuation du changement climatique par leurs actions de préservation des forêts correspond aux émissions par tête du 1 % le plus riche dans l'échelle mondiale de répartition des revenus (voir le chapitre 6).

Le terme « solutions fondées sur la nature » pâtit certes du langage orienté solutions, mais il n'est pas du même acabit. Au contraire, les solutions (ou les approches) fondées sur la nature reposent souvent sur des idées de système socioécologique qui reconnaissent les nombreux avantages et les valeurs d'un écosystème en bonne santé pour les populations et pour la planète. Pour autant, ce sont la complexité même et l'aspect multidimensionnel de leurs avantages qui ont tendance à en faire l'exception plutôt que la règle. Il faut reconnaître qu'il est difficile d'agréger et de comptabiliser leurs avantages correctement au moyen des paramètres de mesure économiques traditionnels et lorsque ces avantages sont répartis entre les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, des Transports et de l'Infrastructure, du Développement, du Tourisme, de la Santé et des Finances – la liste est longue. Dès lors, le problème ne réside pas dans les solutions fondées sur la nature, mais dans l'inadéquation de nos principaux paramètres de mesure et de nos modèles de gouvernance, ainsi que dans le fait que la capacité d'agir des individus ne soit pas reconnue dans leur application. La cohérence des thèses et des politiques publiques doit devenir la norme pour que soit assurée la prospérité des pays et des populations à l'Anthropocène.

Le Rapport s'intéresse aux mécanismes d'action, plutôt qu'aux acteurs, en partie parce que le développement humain à l'Anthropocène demandera des réponses applicables à l'ensemble de la société. Cela étant dit, certains acteurs jouent un rôle de premier plan particulièrement important : les pouvoirs publics, en particulier les gouvernements nationaux. Seuls les gouvernements ont le mandat et le pouvoir de guider l'action collective face à des enjeux communs, qu'il s'agisse de voter et de faire appliquer une tarification du carbone, d'abroger des lois qui marginalisent et privent de droits ou de mettre en place les cadres stratégiques et

institutionnels, à grand renfort d'investissements publics, pour favoriser une innovation continue largement partagée. Qui dit pouvoir dit responsabilité et redevabilité.

Mais les gouvernements ne peuvent pas agir isolément. Les enjeux de l'Anthropocène sont trop complexes pour être pris en compte uniquement par des solutions technologiques rapides ou par des chevaliers blancs. Nous ne pouvons pas non plus ignorer les circonstances favorables à une mobilisation sociale du bas vers le haut et l'importance d'une telle mobilisation. Les individus, les collectivités et les mouvements sociaux exigent, poussent et soutiennent l'action des gouvernements. Le rôle prépondérant et l'action des gouvernements, bien qu'insuffisants à eux seuls, sont certainement nécessaires. Il est important qu'ils montrent l'exemple. En subventionnant les combustibles fossiles, les gouvernements envoient des signaux forts qui dépassent les conséquences économiques et environnementales évidentes. Ils font également passer des messages eux aussi forts sur les valeurs. Plusieurs pays, dont le Chili, le Japon et la République de Corée, sont allés à contre-courant de cette tendance en annonçant de nouveaux engagements audacieux à la neutralité carbone<sup>38</sup>. L'Union européenne s'est elle aussi engagée dans ce sens<sup>39</sup>. De plus nombreux engagements de la part des gouvernements, ainsi que des engagements de la part du secteur privé qui suscitent un intérêt renouvelé dans l'investissement durable et dans les pratiques commerciales soucieuses des effets sur l'environnement, sur la société et sur la gouvernance (chapitre 5), suivis d'une action, peuvent faciliter l'évolution des normes nécessaire pour faire progresser le développement humain à l'Anthropocène.

Le développement est dynamique, les priorités et les valeurs changent. Il devrait en être de même des paramètres de mesure. C'est pour cette raison que la trousse d'outils pour mesurer le développement humain n'a cessé d'évoluer. Les dernières décennies ont vu naître une série de tableaux de bord et d'indices composites consacrés à mesurer les inégalités femmes-hommes et l'autonomisation des femmes. Depuis le Rapport sur le développement humain 2010, l'IDH ajusté aux inégalités rend compte de la répartition du développement humain

à l'intérieur des pays. Un indice de la pauvreté multidimensionnelle a alors également été introduit pour déplacer l'attention des indicateurs traditionnels de la pauvreté basés sur les revenus à une image plus globale de la pauvreté vécue.

L'IDH demeure utile pour mesurer une série de capacités de base, mais il est clair que nous avons dépassé le stade d'un seul indicateur pour les mesurer toutes. En effet, l'IDH n'a jamais prétendu rendre compte du développement humain dans son intégralité. Les difficultés auxquelles nous faisons face et les possibilités qui s'offrent à nous ont toujours été plus complexes, beaucoup plus multidimensionnelles et imbriquées que ce qu'un seul indicateur, voire une poignée d'indicateurs, même de la plus haute qualité, serait capable de représenter. La complexité demande qu'un plus grand nombre de prismes soient appliqués et les nouveaux paramètres de mesure contribuent à la construction de ces prismes.

Le Rapport présente un ajustement de l'indice de développement humain qui prend en compte les pressions exercées sur la planète, le faisant entrer dans une nouvelle ère géologique.

Quels sont les nouveaux paramètres de mesure présentés dans le Rapport ? Entre autres, une nouvelle génération de tableaux de bord, ainsi que des paramètres qui ajustent la composante « revenus » de l'IDH pour tenir compte des coûts sociaux du carbone ou de la richesse naturelle. Il ne s'agit pas de former des jugements normatifs sur les pays. Au contraire, à l'instar de tous les autres paramètres de mesure du développement humain, ils ont pour objectif d'aider les pays à comprendre leurs propres progrès dans le temps, à tirer les leçons des expériences d'autres pays et à relever leurs ambitions de progression du développement humain, tout en rendant compte de l'interaction entre les êtres humains et la planète. Ils aident aussi les individus et les organisations de la société civile à exiger des comptes des pays par rapport aux engagements pris. Les indicateurs composites, en particulier au niveau mondial, sont par nature incapables de rendre compte des complexités nationales et locales, mais ils n'en offrent pas moins des perspectives globales de haut niveau et directionnelles. Dans le meilleur des cas, ils peuvent contribuer au dialogue et à l'élaboration

de politiques, deux aspects pratiques indispensables dans chaque société, sans pour autant s'y substituer.

Le Rapport présente un ajustement de l'IDH qui prend en compte les pressions exercées sur la planète. L'IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP) conserve la simplicité et la clarté de l'IDH originel tout en tenant compte de certaines des dynamiques complexes au niveau systémique examinées tout au long du Rapport. En tenant compte des principales pressions, il fait entrer l'IDH dans une nouvelle ère géologique.

Les pays disposent d'un grand nombre d'options pour élargir le développement humain fondé sur les capacités tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Si l'on y ajoute la capacité d'agir et les valeurs, les possibilités sont encore plus grandes.

L'IDHP ajuste l'IDH standard par le niveau d'émissions de dioxyde de carbone et la consommation de matières d'un pays, par habitant dans les deux cas. Pour les pays au bas de l'échelle du développement humain, l'ajustement n'a généralement qu'une faible incidence. Pour les pays à développement humain élevé et très élevé, l'incidence a tendance à devenir de plus en plus forte, témoignant d'une perte en développement humain et des effets sur la planète de la marche de ces pays vers le progrès (figure 7 et encadré 1).

Heureusement, les pays disposent d'un grand nombre d'options et de possibilités pour entretenir, voire élargir les notions traditionnelles de développement humain, fondées sur les capacités, tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Lorsque la capacité d'agir et les valeurs sont ajoutées au tout, comme le démontre le Rapport, les possibilités d'expansion des libertés humaines tout en réduisant ces pressions sont élargies.

Dans *La Peste*, son grand roman d'après-guerre, Albert Camus a écrit : « chacun la porte en soi, la peste, parce que personne, non, personne au monde n'en est indemne<sup>10</sup> ». Un Albert Camus vivant à notre époque se serait peut-être exprimé en ces mêmes termes au sujet de la COVID-19 ou du changement climatique, même si nous savons parfaitement que si nous sommes tous touchés, nous ne le sommes pas tous au même degré. Cependant, bien que l'enjeu

pour l'humanité soit peut-être malheureusement beaucoup plus considérable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 70 ans, l'espoir est permis : face aux pestes et au développement, nous pouvons ne pas être des victimes résignées. Le destin a été supplanté par le choix qui, quant à lui, est déterminé par le pouvoir. En cette ère géologique nouvelle et décomplexée

qu'est l'Anthropocène, cette ère de l'être humain, notre espèce et notre espèce seule a en elle le pouvoir de réimaginer et de reconstruire notre monde, de choisir la justice et la durabilité. Ce Rapport sur le développement humain 2020, au crépuscule d'une année tumultueuse de crises mondiales superposées, nous oriente dans la bonne direction.

# Notes

- 1 Berger (2020) ; Carroll *et al.* (2018) ; Cheng *et al.* (2007) ; Johnson *et al.* (2020) ; Morse *et al.* (2012).
- 2 Dolce (2020) ; Guzman (2020) ; Lam (2020) ; Norman (2020).
- 3 Bloch (2020) ; Guy (2020) ; Mega (2020) ; Witze (2020).
- 4 Díaz *et al.* (2019a). Voir aussi Díaz *et al.* (2019b).
- 5 Voir Kolbert (2014). Voir également Ceballos, Ehrlich et Raven (2020). Torres-Romero *et al.* (2020).
- 6 On entend par déséquilibres sociaux les asymétries d'opportunités, de richesse et de pouvoir entre les différents groupes de population. Le terme « équilibre » est utilisé sachant que le système Terre a connu une multitude d'états différents au fil du temps et que la planète et ses sous-systèmes (y compris la biosphère, c'est-à-dire l'ensemble des êtres vivants sur Terre) sont dynamiques et en évolution constante. Il ne doit donc pas être considéré comme voulant exprimer un concept d'« équilibre de la nature » ou un retour à un quelconque état antérieur d'équilibre plus désirable. Il est simplement l'expression abrégée du changement planétaire dangereux pour la vie sur Terre, y compris pour les êtres humains. Nous tenons à remercier Victor Galaz du Stockholm Resilience Centre et Erle C. Ellis de l'université du Maryland pour leurs éclaircissements conceptuels et terminologiques.
- 7 PNUD (2019).
- 8 Carleton *et al.* (2020).
- 9 Au sujet de l'interaction entre équité et durabilité, voir Leach *et al.* (2018).
- 10 Hyde (2020).
- 11 Voir également le Rapport sur le développement humain 2019 (PNUD 2019) au sujet des difficultés posées par les inégalités pour l'action contre le changement climatique.
- 12 Caractérisation symbolique de l'Anthropocène, à la fin de l'année 2020, la production matérielle de masse générée par les activités humaines (qui doublait tous les vingt ans dans un passé récent) dépasse pour la première fois la biomasse naturelle (Elhacham *et al.*, 2020). Voir le chapitre 2 du Rapport. On trouvera l'un des premiers cadrages du concept de l'Anthropocène dans Steffen, Crutzen et McNeill (2007). La proposition originelle revient à Crutzen et Stoermer (2000), Crutzen (2002). Voir également Steffen *et al.* (2016). Zalasiewicz *et al.* (2008) ont soulevé la possibilité d'officialiser une nouvelle ère géologique. Zalasiewicz a pris la direction du Groupe de travail sur l'Anthropocène qui, en août 2016, a recommandé officiellement à l'Union internationale des sciences géologiques, à titre provisoire, de donner le nom d'Anthropocène à la nouvelle ère géologique dont le début est fixé au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Ces recommandations ont été confirmées par vote d'affirmation exécutoire du groupe de travail en mai 2019 (<http://quaternary.stratigraphy.org/working-groups/anthropocene/>). On trouvera une analyse récente dans Ellis (2018a).
- 13 IEP (2020).
- 14 Et comment œuvrer ensemble pour un avenir meilleur malgré nos différences de valeurs et de perspectives. Voir Ellis (2018b) et Ellis (2019a).
- 15 Cette observation est également pertinente dans le contexte des récits autour de l'effondrement des sociétés, dont il est question dans le chapitre 4 du Rapport. Voir Butzer et Endfield (2012).
- 16 PNUD (2019).
- 17 Steffen *et al.* (2015).
- 18 PNUD (2019).
- 19 Nations Unies (2020).
- 20 Banque mondiale (2020). Les pays pourraient par ailleurs accuser un recul équivalent à 9 ans de progrès selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle (PNUD et OPHI 2020).
- 21 PNUD (2020).
- 22 Amartya Sen (Sen 2013, p. 7) souligne l'importance de cette transition, c'est-à-dire voir les individus comme des agents plutôt que comme des patients, à l'heure où nous nous heurtons aux défis de l'Anthropocène : « La non-durabilité est peut-être notre problème, mais c'est également à nous qu'incombe la tâche de le résoudre. C'est à nous, à l'humanité tout entière, qu'appartient la nature du problème, sa pleine appréciation et les moyens de le résoudre. S'il existe un sujet sur lequel la collaboration et des engagements non clivants sont nécessaires, c'est bien celui-ci. Mais pour que cela soit possible et efficace, nous avons besoin de voir les êtres humains non pas comme des patients dont les intérêts doivent être gardés, mais comme des agents capables d'actes efficaces, individuellement et collectivement. » La traduction est nôtre.
- 23 Voir également Ellis (2019b).
- 24 Voir OMS (2019) ; Wipfli et Samet (2016).
- 25 Bilano *et al.* (2015).
- 26 Organisation mondiale de la Santé (2020, 2018).
- 27 Voir Carson (1962) ; Turner et Isenberg (2020) ; Wills (2020).
- 28 Leach *et al.* (2018) ; Weisz et Clark (2011) ; Fischer-Kowalski et Weisz (1999).
- 29 Downing *et al.* (2020) ; Steffen *et al.* (2018) ; Lele (2020).
- 30 Cai, Lenton et Lontzek (2016) ; Lenton (2013).
- 31 Nyström *et al.* (2019).
- 32 Au sujet de l'importance de la diversité bioculturelle, voir Merçon *et al.* (2019) ; Maffi (2005). Reyers *et al.* (2018), Lenton (2020) et Folke (2016) offrent des perspectives plus générales sur la résilience.
- 33 Lenton *et al.* (2008) ; Steffen *et al.* (2018).
- 34 Galaz, Collste et Moore (2020). Voir également Maffi (2005).
- 35 McDonnell (2019).
- 36 Coady *et al.* (2019). Jewell *et al.* (2018) constatent un moindre impact sur les émissions que Coady *et al.* (2017), mais Parry (2018) explique cette divergence par la différence de portée de l'étude de l'impact des subventions dans les deux études. Coady *et al.* (2019) se plaçant dans une plus large perspective, et insiste sur l'impact considérable des subventions sur les émissions.
- 37 Griscom *et al.* (2017).
- 38 Somini Sengupta (2020) ; McCurry (2020a, b) ; Climate Action Tracker 2020.
- 39 Commission européenne (2019).
- 40 de Botton (2020).

# Les indices de développement humain

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle*			
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>	Valeur	Groupe <sup>c</sup>	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Année et enquête <sup>d</sup>
<b>Développement humain très élevé</b>														
1	Norvège	0,957	0,899	6,1	0	0,990	1	0,045	6	..	..	..	..	..
2	Irlande	0,955	0,885	7,4	-3	0,981	1	0,093	23	..	..	..	..	..
2	Suisse	0,955	0,889	6,9	-1	0,968	2	0,025	1	..	..	..	..	..
4	Hong Kong, Chine (RAS)	0,949	0,824	13,2	-17	0,972	2	..	..	..	..	..	..	..
4	Islande	0,949	0,894	5,8	2	0,969	2	0,058	9	..	..	..	..	..
6	Allemagne	0,947	0,869	8,2	-4	0,972	2	0,084	20	..	..	..	..	..
7	Suède	0,945	0,882	6,6	0	0,983	1	0,039	3	..	..	..	..	..
8	Australie	0,944	0,867	8,1	-3	0,976	1	0,097	25	..	..	..	..	..
8	Pays-Bas	0,944	0,878	7,0	0	0,966	2	0,043	4	..	..	..	..	..
10	Danemark	0,940	0,883	6,1	4	0,983	1	0,038	2	..	..	..	..	..
11	Finlande	0,938	0,888	5,4	7	0,990	1	0,047	7	..	..	..	..	..
11	Singapour	0,938	0,813	13,3	-15	0,985	1	0,065	12	..	..	..	..	..
13	Royaume-Uni	0,932	0,856	8,1	-3	0,970	2	0,118	31	..	..	..	..	..
14	Belgique	0,931	0,859	7,7	1	0,974	2	0,043	4	..	..	..	..	..
14	Nouvelle-Zélande	0,931	0,859	7,8	0	0,964	2	0,123	33	..	..	..	..	..
16	Canada	0,929	0,848	8,7	-1	0,986	1	0,080	19	..	..	..	..	..
17	États-Unis	0,926	0,808	12,7	-11	0,994	1	0,204	46	..	..	..	..	..
18	Autriche	0,922	0,857	7,1	3	0,964	2	0,069	14	..	..	..	..	..
19	Israël	0,919	0,814	11,4	-6	0,973	2	0,109	26	..	..	..	..	..
19	Japon	0,919	0,843	8,3	1	0,978	1	0,094	24	..	..	..	..	..
19	Liechtenstein	0,919	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
22	Slovénie	0,917	0,875	4,6	12	1,001	1	0,063	10	..	..	..	..	..
23	Corée (République de)	0,916	0,815	11,0	-2	0,936	3	0,064	11	..	..	..	..	..
23	Luxembourg	0,916	0,826	9,8	2	0,976	1	0,065	12	..	..	..	..	..
25	Espagne	0,904	0,783	13,4	-13	0,986	1	0,070	16	..	..	..	..	..
26	France	0,901	0,820	9,0	2	0,987	1	0,049	8	..	..	..	..	..
27	Tchéquie	0,900	0,860	4,4	14	0,985	1	0,136	36	..	..	..	..	..
28	Malte	0,895	0,823	8,0	5	0,966	2	0,175	40	..	..	..	..	..
29	Estonie	0,892	0,829	7,1	9	1,017	1	0,086	21	..	..	..	..	..
29	Italie	0,892	0,783	12,2	-7	0,968	2	0,069	14	..	..	..	..	..
31	Émirats arabes unis	0,890	..	..	..	0,931	3	0,079	18	..	..	..	..	..
32	Grèce	0,888	0,791	10,9	-3	0,963	2	0,116	29	..	..	..	..	..
33	Chypre	0,887	0,805	9,2	1	0,979	1	0,086	21	..	..	..	..	..
34	Lituanie	0,882	0,791	10,3	0	1,030	2	0,124	34	..	..	..	..	..
35	Pologne	0,880	0,813	7,6	6	1,007	1	0,115	28	..	..	..	..	..
36	Andorre	0,868	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
37	Lettonie	0,866	0,783	9,5	0	1,036	2	0,176	41	..	..	..	..	..
38	Portugal	0,864	0,761	12,0	-5	0,988	1	0,075	17	..	..	..	..	..
39	Slovaquie	0,860	0,807	6,1	7	0,992	1	0,191	45	..	..	..	..	..
40	Hongrie	0,854	0,791	7,4	6	0,981	1	0,233	51	..	..	..	..	..
40	Arabie saoudite	0,854	..	..	..	0,896	5	0,252	56	..	..	..	..	..
42	Bahreïn	0,852	..	..	..	0,922	4	0,212	49	..	..	..	..	..
43	Chili	0,851	0,709	16,7	-12	0,963	2	0,247	55	..	..	..	..	..
43	Croatie	0,851	0,783	8,0	2	0,990	1	0,116	29	..	..	..	..	..
45	Oatar	0,848	..	..	..	1,030	2	0,185	43	..	..	..	..	..
46	Argentine	0,845	0,729	13,7	-4	0,993	1	0,328	75	..	..	..	..	..
47	Brunei Darussalam	0,838	..	..	..	0,981	1	0,255	60	..	..	..	..	..
48	Monténégro	0,829	0,749	9,6	0	0,966	2	0,109	26	0,005	1,2	39,6	2018 M	
49	Roumanie	0,828	0,730	11,9	-1	0,991	1	0,276	61	..	..	..	..	..
50	Palaos	0,826	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
51	Kazakhstan	0,825	0,766	7,1	4	0,980	1	0,190	44	0,002*	0,5*	35,6*	2015 M	
52	Fédération de Russie	0,824	0,740	10,2	2	1,007	1	0,225	50	..	..	..	..	..
53	Bélarus	0,823	0,771	6,4	7	1,007	1	0,118	31	..	..	..	..	..
54	Turquie	0,820	0,683	16,8	-11	0,924	4	0,306	68	..	..	..	..	..
55	Uruguay	0,817	0,712	12,9	-2	1,016	1	0,288	62	..	..	..	..	..
56	Bulgarie	0,816	0,721	11,6	2	0,995	1	0,206	48	..	..	..	..	..
57	Panama	0,815	0,643	21,1	-17	1,019	1	0,407	94	..	..	..	..	..
58	Bahamas	0,814	..	..	..	..	..	0,341	77	..	..	..	..	..
58	Barbade	0,814	0,676	17,0	-9	1,008	1	0,252	56	0,009*	2,5*	34,2*	2012 M	
60	Oman	0,813	0,714	12,2	3	0,936	3	0,306	68	..	..	..	..	..
61	Géorgie	0,812	0,716	11,9	5	0,980	1	0,331	76	0,001*	0,3*	36,6*	2018 M	

Suite -

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>			
	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>	Valeur	Groupe <sup>c</sup>	Valeur	Rang	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Année et enquête <sup>d</sup>
	Valeur	Valeur										
62 Costa Rica	0,810	0,661	18,5	-11	0,981	1	0,288	62	..	..	..	..
62 Malaisie	0,810	..	..	..	0,972	2	0,253	59	..	..	..	..
64 Koweït	0,806	..	..	..	0,983	1	0,242	53	..	..	..	..
64 Serbie	0,806	0,705	12,5	2	0,977	1	0,132	35	0,001 <sup>e</sup>	0,3 <sup>e</sup>	42,5 <sup>e</sup>	2014 M
66 Maurice	0,804	0,694	13,6	1	0,976	1	0,347	78	..	..	..	..
<b>Développement humain élevé</b>												
67 Seychelles	0,796	0,670	15,8	-6	..	..	..	..	0,003 <sup>ch</sup>	0,9 <sup>ch</sup>	34,2 <sup>ch</sup>	2019 N
67 Trinité-et-Tobago	0,796	..	..	..	1,003	1	0,323	73	0,002 <sup>e</sup>	0,6 <sup>e</sup>	38,0 <sup>e</sup>	2011 M
69 Albanie	0,795	0,708	11,0	6	0,967	2	0,181	42	0,003	0,7	39,1	2017/2018 D
70 Cuba	0,783	..	..	..	0,944	3	0,304	67	0,002 <sup>i</sup>	0,4	36,8	2017 N
70 Iran (République islamique d')	0,783	0,693	11,5	3	0,866	5	0,459	113	..	..	..	..
72 Sri Lanka	0,782	0,673	14,0	-1	0,955	2	0,401	90	0,011	2,9	38,3	2016 N
73 Bosnie-Herzégovine	0,780	0,667	14,5	-3	0,937	3	0,149	38	0,008 <sup>f</sup>	2,2 <sup>f</sup>	37,9 <sup>f</sup>	2011/2012 M
74 Grenade	0,779	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Mexique	0,779	0,613	21,3	-13	0,960	2	0,322	71	0,026 <sup>f</sup>	6,6 <sup>f</sup>	39,0 <sup>f</sup>	2016 N
74 Saint-Kitts-et-Nevis	0,779	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Ukraine	0,779	0,728	6,6	16	1,000	1	0,234	52	0,001 <sup>i</sup>	0,2	34,5	2012 M
78 Antigua-et-Barbuda	0,778	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79 Pérou	0,777	0,628	19,1	-8	0,957	2	0,395	87	0,029	7,4	39,6	2018 N
79 Thaïlande	0,777	0,646	16,9	-2	1,008	1	0,359	80	0,003 <sup>e</sup>	0,8 <sup>e</sup>	39,1 <sup>e</sup>	2015/2016 M
81 Arménie	0,776	0,699	9,9	12	0,982	1	0,245	54	0,001	0,2	36,2	2015/2016 D
82 Macédoine du Nord	0,774	0,681	12,0	8	0,952	2	0,143	37	0,010 <sup>i</sup>	2,5 <sup>i</sup>	37,7 <sup>i</sup>	2011 M
83 Colombie	0,767	0,595	22,4	-12	0,989	1	0,428	101	0,020 <sup>i</sup>	4,8	40,6 <sup>i</sup>	2015/2016 D
84 Brésil	0,765	0,570	25,5	-20	0,993	1	0,408	95	0,016 <sup>h,k</sup>	3,8 <sup>h,k</sup>	42,5 <sup>h,k</sup>	2015 N <sup>a</sup>
85 Chine	0,761	0,639	16,1	2	0,957	2	0,168	39	0,016 <sup>lm</sup>	3,9 <sup>lm</sup>	41,4 <sup>lm</sup>	2014 N <sup>e</sup>
86 Équateur	0,759	0,616	18,8	-3	0,967	2	0,384	86	0,018 <sup>e</sup>	4,6 <sup>e</sup>	39,9 <sup>e</sup>	2013/2014 N
86 Sainte-Lucie	0,759	0,629	17,2	0	0,985	1	0,401	90	0,007 <sup>f</sup>	1,9 <sup>f</sup>	37,5 <sup>f</sup>	2012 M
88 Azerbaïdjan	0,756	0,684	9,5	16	0,943	3	0,323	73	..	..	..	..
88 République dominicaine	0,756	0,595	21,3	-8	0,999	1	0,455	112	0,015 <sup>j</sup>	3,9 <sup>j</sup>	38,9 <sup>j</sup>	2014 M
90 Moldova (République de)	0,750	0,672	10,4	13	1,014	1	0,204	46	0,004	0,9	37,4	2012 M
91 Algérie	0,748	0,596	20,4	-3	0,858	5	0,429	103	0,008	2,1	38,8	2012/2013 M
92 Liban	0,744	..	..	..	0,892	5	0,411	96	..	..	..	..
93 Fidji	0,743	..	..	..	..	..	0,370	84	..	..	..	..
94 Dominique	0,742	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Maldives	0,740	0,584	21,0	-10	0,923	4	0,369	82	0,003	0,8	34,4	2016/2017 D
95 Tunisie	0,740	0,596	19,4	-1	0,900	4	0,296	65	0,003	0,8	36,5	2018 M
97 Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,738	..	..	..	0,965	2	..	..	..	..	..	..
97 Suriname	0,738	0,535	27,6	-18	0,985	1	0,436	105	0,011	2,9	39,4	2018 M
99 Mongolie	0,737	0,634	14,0	11	1,023	1	0,322	71	0,028 <sup>o</sup>	7,3 <sup>o</sup>	38,8 <sup>o</sup>	2018 M
100 Botswana	0,735	..	..	..	0,998	1	0,465	116	0,073 <sup>p</sup>	17,2 <sup>p</sup>	42,2 <sup>p</sup>	2015/2016 N
101 Jamaïque	0,734	0,612	16,7	4	0,994	1	0,396	88	0,018 <sup>l</sup>	4,7 <sup>l</sup>	38,7 <sup>l</sup>	2014 N
102 Jordanie	0,729	0,622	14,7	9	0,875	5	0,450	109	0,002	0,4	35,4	2017/2018 D
103 Paraguay	0,728	0,557	23,5	-7	0,966	2	0,446	107	0,019	4,5	41,9	2016 M
104 Tonga	0,725	..	..	..	0,950	3	0,354	79	..	..	..	..
105 Libye	0,724	..	..	..	0,976	1	0,252	56	0,007	2,0	37,1	2014 P
106 Ouzbékistan	0,720	..	..	..	0,939	3	0,288	62	..	..	..	..
107 Bolivie (État plurinational de)	0,718	0,546	24,0	-9	0,945	3	0,417	98	0,094	20,4	46,0	2008 D
107 Indonésie	0,718	0,590	17,8	2	0,940	3	0,480	121	0,014	3,6	38,7	2017 D
107 Philippines	0,718	0,587	18,2	-1	1,007	1	0,430	104	0,024 <sup>l</sup>	5,8 <sup>l</sup>	41,8 <sup>l</sup>	2017 D
110 Belize	0,716	0,554	22,6	-5	0,976	1	0,415	97	0,017	4,3	39,8	2015/2016 M
111 Samoa	0,715	..	..	..	..	..	0,360	81	..	..	..	..
111 Turkménistan	0,715	0,586	18,1	2	..	..	..	..	0,001	0,4	36,1	2015/2016 M
113 Venezuela (République bolivarienne du)	0,711	0,588	17,3	6	1,009	1	0,479	119	..	..	..	..
114 Afrique du Sud	0,709	0,468	34,0	-18	0,986	1	0,406	93	0,025	6,3	39,8	2016 D
115 Palestine, État de	0,708	0,613	13,5	15	0,870	5	..	..	0,004	1,0	37,5	2014 M
116 Égypte	0,707	0,497	29,7	-10	0,882	5	0,449	108	0,019 <sup>l</sup>	5,2 <sup>l</sup>	37,6 <sup>l</sup>	2014 D
117 Îles Marshall	0,704	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Viet Nam	0,704	0,588	16,5	9	0,997	1	0,296	65	0,019	4,9	39,5	2013/2014 M
119 Gabon	0,703	0,544	22,6	0	0,916	4	0,525	128	0,066	14,8	44,3	2012 D
<b>Développement humain moyen</b>												
120 Kirghizistan	0,697	0,630	9,6	25	0,957	2	0,369	82	0,001	0,4	36,3	2018 M
121 Maroc	0,686	..	..	..	0,835	5	0,454	111	0,085 <sup>e</sup>	18,6 <sup>e</sup>	45,7 <sup>e</sup>	2011 P

Suite -

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>				
	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>	Valeur	Groupe <sup>c</sup>	Valeur	Rang	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Année et enquête <sup>e</sup>	
	Valeur 2019	Valeur 2019											Valeur 2019
122	Guyana	0,682	0,556	18,5	5	0,961	2	0,462	115	0,014	3,4	41,8	2014 M
123	Iraq	0,674	0,541	19,7	2	0,774	5	0,577	146	0,033	8,6	37,9	2018 M
124	El Salvador	0,673	0,529	21,5	0	0,975	2	0,383	85	0,032	7,9	41,3	2014 M
125	Tadjikistan	0,668	0,584	12,6	11	0,823	5	0,314	70	0,029	7,4	39,0	2017 D
126	Cabo Verde	0,665	..	..	..	0,974	2	0,397	89	..	..	..	..
127	Guatemala	0,663	0,481	27,5	-3	0,941	3	0,479	119	0,134	28,9	46,2	2014/2015 D
128	Nicaragua	0,660	0,505	23,5	0	1,012	1	0,428	101	0,074	16,3	45,2	2011/2012 D
129	Bhoutan	0,654	0,476	27,2	-3	0,921	4	0,421	99	0,175 <sup>f</sup>	37,3 <sup>f</sup>	46,8 <sup>f</sup>	2010 M
130	Namibie	0,646	0,418	35,3	-14	1,007	1	0,440	106	0,171	38,0	45,1	2013 D
131	Inde	0,645	0,537	16,8	8	0,820	5	0,488	123	0,123	27,9	43,9	2015/2016 D
132	Honduras	0,634	0,472	25,6	-2	0,978	1	0,423	100	0,090 <sup>g</sup>	19,3 <sup>g</sup>	46,4 <sup>g</sup>	2011/2012 D
133	Bangladesh	0,632	0,478	24,3	2	0,904	4	0,537	133	0,104	24,6	42,2	2019 M
134	Kiribati	0,630	0,516	18,1	7	..	..	..	..	0,080	19,8	40,5	2018/2019 M
135	São Tomé-et-Principe	0,625	0,520	16,7	9	0,906	4	0,537	133	0,092	22,1	41,7	2014 M
136	Micronésie (États fédérés de)	0,620	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
137	République démocratique populaire lao	0,613	0,461	24,8	0	0,927	3	0,459	113	0,108	23,1	47,0	2017 M
138	Eswatini (Royaume d')	0,611	0,432	29,4	-5	0,996	1	0,567	143	0,081	19,2	42,3	2014 M
138	Ghana	0,611	0,440	28,0	-3	0,911	4	0,538	135	0,138	30,1	45,8	2014 D
140	Vanuatu	0,609	..	..	..	..	..	..	..	.. <sup>e</sup>	.. <sup>e</sup>	.. <sup>e</sup>	..
141	Timor-Leste	0,606	0,436	28,0	-2	0,942	3	..	..	0,210	45,8	45,7	2016 D
142	Népal	0,602	0,446	25,8	3	0,933	3	0,452	110	0,148	34,0	43,6	2016 D
143	Kenya	0,601	0,443	26,3	3	0,937	3	0,518	126	0,178	38,7	46,0	2014 D
144	Cambodge	0,594	0,475	20,0	9	0,922	4	0,474	117	0,170	37,2	45,8	2014 D
145	Guinée équatoriale	0,592	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
146	Zambie	0,584	0,401	31,4	-2	0,958	2	0,539	137	0,232	47,9	48,4	2018 D
147	Myanmar	0,583	..	..	..	0,954	2	0,478	118	0,176	38,3	45,9	2015/2016 D
148	Angola	0,581	0,397	31,7	-4	0,903	4	0,536	132	0,282	51,1	55,3	2015/2016 D
149	Congo	0,574	0,430	25,1	2	0,929	3	0,570	144	0,112	24,3	46,0	2014/2015 M
150	Zimbabwe	0,571	0,441	22,8	7	0,931	3	0,527	129	0,110	25,8	42,6	2019 M
151	Îles Salomon	0,567	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
151	République arabe syrienne	0,567	..	..	..	0,829	5	0,482	122	0,029 <sup>f</sup>	7,4 <sup>f</sup>	38,9 <sup>f</sup>	2009 P
153	Cameroun	0,563	0,375	33,4	-7	0,864	5	0,560	141	0,243	45,3	53,5	2014 M
154	Pakistan	0,557	0,384	31,1	-4	0,745	5	0,538	135	0,198	38,3	51,7	2017/2018 D
155	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,555	0,390	29,8	-1	..	..	0,725	161	0,263	56,6	46,5	2016/2018 D
156	Comores	0,554	0,303	45,2	-21	0,891	5	..	..	0,181	37,3	48,5	2012 D
<b>Développement humain faible</b>													
157	Mauritanie	0,546	0,371	32,1	-4	0,864	5	0,634	151	0,261	50,6	51,5	2015 M
158	Bénin	0,545	0,343	37,1	-10	0,855	5	0,612	148	0,368	66,8	55,0	2017/2018 D
159	Ouganda	0,544	0,399	26,7	7	0,863	5	0,535	131	0,269	55,1	48,8	2016 D
160	Rwanda	0,543	0,387	28,7	3	0,945	3	0,402	92	0,259	54,4	47,5	2014/2015 D
161	Nigéria	0,539	0,348	35,4	-3	0,881	5	..	..	0,254	46,4	54,8	2018 D
162	Côte d'Ivoire	0,538	0,350	34,9	-1	0,811	5	0,638	153	0,236	46,1	51,2	2016 M
163	Tanzanie (République-Unie de)	0,529	0,397	25,0	10	0,948	3	0,556	140	0,273	55,4	49,3	2015/2016 D
164	Madagascar	0,528	0,390	26,1	9	0,952	2	..	..	0,384	69,1	55,6	2018 M
165	Lesotho	0,527	0,382	27,6	6	1,014	1	0,553	139	0,084 <sup>h</sup>	19,6 <sup>h</sup>	43,0 <sup>h</sup>	2018 M
166	Djibouti	0,524	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
167	Togo	0,515	0,351	31,8	4	0,822	5	0,573	145	0,180	37,6	47,8	2017 M
168	Sénégal	0,512	0,348	32,1	2	0,870	5	0,533	130	0,288	53,2	54,2	2017 D
169	Afghanistan	0,511	..	..	..	0,659	5	0,655	157	0,272 <sup>i</sup>	55,9 <sup>i</sup>	48,6	2015/2016 D
170	Haïti	0,510	0,303	40,5	-10	0,875	5	0,636	152	0,200	41,3	48,4	2016/2017 D
170	Soudan	0,510	0,333	34,7	-3	0,860	5	0,545	138	0,279	52,3	53,4	2014 M
172	Gambie	0,496	0,335	32,4	1	0,846	5	0,612	148	0,204	41,6	49,0	2018 M
173	Éthiopie	0,485	0,348	28,3	5	0,837	5	0,517	125	0,489	83,5	58,5	2016 D
174	Malawi	0,483	0,345	28,6	5	0,986	1	0,565	142	0,243	52,6	46,2	2015/2016 D
175	Congo (République démocratique du)	0,480	0,335	30,3	3	0,845	5	0,617	150	0,331	64,5	51,3	2017/2018 M
175	Guinée-Bissau	0,480	0,300	37,5	-7	..	..	..	..	0,372	67,3	55,3	2014 M
175	Libéria	0,480	0,325	32,3	1	0,890	5	0,650	156	0,320	62,9	50,8	2013 D
178	Guinée	0,477	0,313	34,4	0	0,817	5	..	..	0,373	66,2	56,4	2018 D
179	Yémen	0,470	0,321	31,8	4	0,488	5	0,795	162	0,241	47,7	50,5	2013 D
180	Érythrée	0,459	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
181	Mozambique	0,456	0,316	30,7	3	0,912	4	0,523	127	0,411	72,5	56,7	2011 D
182	Burkina Faso	0,452	0,316	30,1	5	0,867	5	0,594	147	0,519	83,8	61,9	2010 D
182	Sierra Leone	0,452	0,291	35,7	-2	0,884	5	0,644	155	0,297	57,9	51,2	2017 M
184	Mali	0,434	0,289	33,4	-1	0,821	5	0,671	158	0,376	68,3	55,0	2018 D
185	Burundi	0,433	0,303	30,0	3	0,999	1	0,504	124	0,403	74,3	54,3	2016/2017 D
185	Soudan du Sud	0,433	0,276	36,2	-2	0,842	5	..	..	0,580	91,9	63,2	2010 M
187	Tchad	0,398	0,248	37,8	-1	0,764	5	0,710	160	0,533	85,7	62,3	2014/2015 D
188	République centrafricaine	0,397	0,232	41,6	-1	0,801	5	0,680	159	0,465 <sup>f</sup>	79,4 <sup>f</sup>	58,6 <sup>f</sup>	2010 M
189	Niger	0,394	0,284	27,9	3	0,724	5	0,642	154	0,590	90,5	65,2	2012 D

Suite -

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>			
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>	Valeur	Groupe <sup>c</sup>	Valeur	Rang	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Année et enquête <sup>d</sup>
<b>Autres pays ou territoires</b>												
Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes de développement humain</b>												
Développement humain très élevé	0,898	0,800	10,9	-	0,981	-	0,173	-	0,002	0,4	37,3	-
Développement humain élevé	0,753	0,618	17,9	-	0,961	-	0,340	-	0,017	4,1	40,7	-
Développement humain moyen	0,631	0,503	20,2	-	0,835	-	0,501	-	0,133	29,2	45,5	-
Développement humain faible	0,513	0,352	31,4	-	0,861	-	0,592	-	0,333	61,0	54,7	-
Pays en développement	0,689	0,549	20,3	-	0,919	-	0,463	-	0,108	22,0	49,0	-
<b>Régions</b>												
Afrique subsaharienne	0,547	0,381	30,4	-	0,894	-	0,570	-	0,299	55,0	54,3	-
Amérique latine et Caraïbes	0,766	0,596	22,1	-	0,978	-	0,389	-	0,031	7,2	43,0	-
Asie de l'Est et Pacifique	0,747	0,621	16,8	-	0,961	-	0,324	-	0,023	5,4	42,5	-
Asie du Sud	0,641	0,519	19,1	-	0,824	-	0,505	-	0,132	29,2	45,2	-
États arabes	0,705	0,531	24,6	-	0,856	-	0,518	-	0,077	15,8	48,5	-
Europe et Asie centrale	0,791	0,697	11,8	-	0,953	-	0,256	-	0,004	1,0	38,1	-
Pays les moins avancés	0,538	0,384	28,6	-	0,874	-	0,559	-	0,292	55,0	53,1	-
Petits États insulaires en développement	0,728	0,549	24,5	-	0,959	-	0,458	-	0,111	23,3	47,6	-
Organisation de coopération et de développement économiques	0,900	0,791	12,1	-	0,978	-	0,205	-	0,024	6,1	39,4	-
Monde	0,737	0,599	18,7	-	0,943	-	0,436	-	0,108	22,0	49,0	-

#### Notes

- a La liste des indicateurs étant incomplète pour un certain nombre de pays, la prudence est recommandée lors des comparaisons internationales. En cas d'indicateur manquant, le poids relatif de ceux qui sont disponibles est ajusté pour parvenir à un résultat de 100 %. Pour en savoir plus, consulter la *Note technique n° 5* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/mpi2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/mpi2020_technical_notes.pdf)).
- b Basé sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain ajusté aux inégalités est calculé.
- c Les pays sont répartis en cinq groupes par écart absolu par rapport à la parité des sexes dans les valeurs de l'IDH.
- d *D* dénote les données tirées des enquêtes démographiques et de santé, *M* dénote les données tirées des enquêtes par grappes à indicateurs multiples, *N* dénote les données tirées d'enquêtes nationales et *P* dénote les données tirées des enquêtes panarabes sur la population et la santé familiale (on trouvera la liste des enquêtes nationales à l'adresse suivante : <http://hdr.undp.org/en/mpi-2020-faq>).
- e Prend en compte les décès d'enfants intervenus à un moment quelconque, les dates n'ayant pas été recueillies par l'enquête.
- f Indicateur manquant sur la mortalité des enfants.
- g Indicateur manquant sur la fréquentation scolaire.
- h Indicateur manquant sur le type de combustible de cuisson.
- i Indicateur manquant sur la nutrition.
- j Les estimations de l'indice de pauvreté multidimensionnelle reposent sur l'Enquête nationale sur la santé et la nutrition de 2016. Les estimations à partir de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples de 2015 sont les suivantes : 0,010 pour l'indice de pauvreté multidimensionnelle ; 2,6 pour le taux de pauvreté multidimensionnelle (%) ; 3 207 000 pour le nombre de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle au cours de l'année de l'enquête ; 3 281 000 pour le nombre de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle prévu en 2018 ; 40,2 pour l'intensité des privations ; 0,4 pour la population en situation de pauvreté multidimensionnelle

extrême ; 6,1 pour la population vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle ; 39,9 pour la part de privation de santé ; 23,8 pour la part de privation d'éducation et 36,3 pour la part de privation de qualité de vie.

- k La méthodologie a été ajustée pour tenir compte de l'indicateur manquant sur la nutrition et d'un indicateur incomplet relatif à la mortalité des enfants (l'enquête n'a pas recueilli les dates des décès d'enfants).
- l La mortalité des enfants a été calculée en se basant sur les décès intervenus durant la période entre les enquêtes, soit entre 2012 et 2014. Les décès d'enfants déclarés par un adulte de sexe masculin vivant dans le ménage ont été pris en compte, car la date du décès était indiquée.
- m Indicateur manquant sur le logement.
- n D'après les données consultées le 7 juin 2016.
- o L'indicateur relatif à l'assainissement suit la classification nationale selon laquelle une latrine avec dalle est considérée comme une installation sanitaire non améliorée.
- p L'indicateur sur la mortalité des enfants retient uniquement les décès d'enfants de moins de 5 ans qui sont morts au cours des cinq dernières années et les décès d'enfants âgés de 12 à 18 ans qui sont morts au cours des deux dernières années.
- q Indicateur manquant sur l'accès à l'électricité.

#### Définitions

**Indice de développement humain (IDH)** : un indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la *Note technique n° 1* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**IDH ajusté aux inégalités (IDHI)** : l'IDH diminué compte tenu des inégalités dans les trois dimensions fondamentales du développement humain. Le calcul de l'IDHI est expliqué dans la *Note technique n° 2* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Perte globale** : la différence de pourcentage entre l'IDHI et l'IDH.

**Différence par rapport au rang de l'IDH** : la différence de rang de l'IDHI et de l'IDH, uniquement pour les pays dont l'IDHI est calculé.

**Indice de développement de genre** : le rapport de l'IDH des hommes et celui des femmes. Le calcul de l'indice de développement de genre est expliqué dans la *Note technique n° 3* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Groupes de l'indice de développement de genre** : les pays sont répartis en cinq groupes, par écart absolu de la parité des sexes dans les valeurs de l'IDH. Groupe 1 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est élevé (écart absolu inférieur à 2,5 %) ; groupe 2 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à élevé (écart absolu entre 2,5 et 5 %) ; groupe 3 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen (écart absolu entre 5 et 7,5 %) ; groupe 4 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à bas (écart absolu entre 7,5 et 10 %) ; et groupe 5 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est bas (écart absolu de la parité des sexes supérieur à 10 %).

**Indice d'inégalité de genre** : un indicateur composite des inégalités entre les femmes et les hommes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail. Le calcul de l'indice d'inégalité de genre est expliqué dans la *Note technique n° 4* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Indice de pauvreté multidimensionnelle** : le pourcentage de la population dont la pauvreté est multidimensionnelle, ajusté à l'intensité des privations. Le calcul de l'indice de pauvreté multidimensionnelle est expliqué dans la *Note technique n° 5* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Taux de pauvreté multidimensionnelle** : le pourcentage de la population dont le score de privations est d'au moins 33 %. Il est exprimé en part de la population évaluée au cours de l'année de l'enquête, nombre de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle au cours de l'année de l'enquête et nombre prévu de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle en 2018.

**Intensité des privations dans la pauvreté multidimensionnelle** : le score moyen de privations des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle.

#### Principales sources de données

**Colonnes 1 et 7 :** calculs du BRDH d'après DAES (2019a), Institut de statistique de l'UNESCO (2020), Division de statistiques des Nations Unies (2020b), Banque mondiale (2020a), Barro et Lee (2018) et FMI (2020).

**Colonne 1 :** calculs du BRDH d'après DAES (2019), Institut de statistique de l'UNESCO (2020), Division de statistiques des Nations Unies (2020), Banque mondiale (2020), Barro et Lee (2018) et FMI (2020).

**Colonne 2 :** moyenne géométrique des valeurs de l'indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités, de l'indice d'éducation ajusté aux inégalités et de l'indice de revenu ajusté aux inégalités, selon la méthodologie décrite dans la

*Note technique n° 2* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Colonne 3 :** calculé à partir des données des colonnes 1 et 2.

**Colonne 4 :** calculé à partir de l'IDHI et des rangs de l'IDH recalculés pour les pays dont l'IDHI est établi.

**Colonne 5 :** calculs du BRDH d'après DAES (2019), Institut de statistique de l'UNESCO (2020), Banque mondiale (2020), Barro et Lee (2018), FMI (2020) et OIT (2020).

**Colonne 6 :** calculé à partir des données de la colonne 5.

**Colonne 7 :** calculs du BRDH d'après les données de l'OMS, de l'UNICEF, du FNUAP, du Groupe de la Banque mondiale et de la Division de la population des Nations Unies (2019).

**Colonne 8 :** calculé à partir des données de la colonne 7.

**Colonnes 9 à 11 :** calculs du BRDH et de l'OPHI sur la base de données sur les privations de santé, d'éducation et de niveau de vie provenant de différentes enquêtes auprès des ménages (voir la colonne 12) en suivant la méthodologie révisée décrite dans la *Note technique n° 5* ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020_technical_notes.pdf)).

**Colonne 12 :** renvoie à l'année et à l'enquête dont les données ont été utilisées pour calculer l'indice de pauvreté multidimensionnelle du pays et ses composantes.



## Références

- Banque mondiale (2020).** Base des Indicateurs du développement dans le monde. Washington, D.C. <http://donnees.banquemondiale.org>. Consulté le 22 juillet 2020.
- Banque mondiale (2020).** *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Revers de fortune*. Washington, D.C.
- Barro, R. J. et J.-W. Lee (2018).** Ensemble de données sur le niveau d'éducation, révision de juin 2018. <http://www.barrolee.com>. Consulté le 20 juillet 2020.
- Berger, K. (2020).** The Man Who Saw the Pandemic Coming. *Nautilus*, 12 mars. <http://nautilus.us/issue/83/intelligence/the-man-who-saw-the-pandemic-coming>. Consulté le 23 novembre 2020.
- Bilano, V., S. Gilmour, T. Moffiet, E. T. d'Espaignet, G. A. Stevens, A. Commar, F. Tuyl et al. (2015).** Global Trends and Projections for Tobacco Use, 1990–2025: An Analysis of Smoking Indicators from the WHO Comprehensive Information Systems for Tobacco Control. *The Lancet*, vol. 385, n° 9972, p. 966 à 976.
- Bloch, M., S. Reinhard, L. Tompkins, B. Pietsch, et G. McDonnell Nieto del Rio (2020).** Fire Map: California, Oregon and Washington. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2020/us/fires-map-tracker.html>. Consulté le 18 novembre 2020
- Butzer, K. W. et G. H. Endfield (2012).** Critical Perspectives on Historical Collapse. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 109, n° 10, p. 3628 à 3631.
- Cai, Y., T. M. Lenton et T. S. Lontzek (2016).** Risk of Multiple Interacting Tipping Points Should Encourage Rapid CO<sub>2</sub> Emission Reduction. *Nature Climate Change*, vol. 6, n° 5, p. 520 à 525.
- Carleton, T. A., A. Jina, M. T. Delgado, M. Greenstone, T. Houser, S. M. Hsiang, A. Hultgren et al. (2020).** Valuing the Global Mortality Consequences of Climate Change Accounting for Adaptation Costs and Benefits. Working Paper 27599, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Carroll, D., P. Daszak, N. D. Wolfe, G. F. Gao, C. M. Morel, S. Morzaria, A. Pablos-Méndez et al. (2018).** The Global Virome Project. *Science*, vol. 359, n° 6378, p. 872 à 874.
- Carson, R. (2002).** *Le Printemps silencieux*. New York : Houghton Mifflin Harcourt.
- Ceballos, G., P. R. Ehrlich et P. H. Raven (2020).** Vertebrates on the Brink as Indicators of Biological Annihilation and the Sixth Mass Extinction. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 117, n° 24, p. 13596 à 13602.
- Cheng, V. C. C., S. K. P. Lau, P. C. Y. Woo et K. Y. Yuen (2007).** Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus as an Agent of Emerging and Reemerging Infection. *Clinical Microbiology Reviews*, vol. 20, n° 4, p. 660 à 694.
- Climate Action Tracker (2020).** Climate Action Tracker: Chile. <https://climateactiontracker.org/countries/chile/pledges-and-targets/>. Consulté le 23 novembre 2020.
- Coady, D., I. Parry, N.-P. Le, et B. Shang (2019).** Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates. Document de travail WP/19/89, Fonds monétaire international, Washington, D.C.
- Coady, D., I. Parry, L. Sears et B. Shang (2017).** How Large Are Global Fossil Fuel Subsidies? *World Development*, vol. 91, p. 11 à 27.
- Commission européenne (2019).** Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Le pacte vert pour l'Europe. Com/2019/640 Final. Bruxelles : Commission européenne. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52019DC0640&qid=1608297934664>. Consulté le 23 novembre 2020.
- Crutzen, P. et E. Stoermer (2000).** The Anthropocene. *Global Change Newsletter*, vol. 41, p. 17 à 18.
- Crutzen, P. J. (2002).** Geology of Mankind. *Nature*, vol. 415, n° 6867, p. 23 à 23.
- de Botton, A. (2020).** Camus on the Coronavirus. *New York Times*, 19 mars. <https://www.nytimes.com/2020/03/19/opinion/sunday/coronavirus-camus-plague.html>. Consulté le 8 décembre 2020.
- DESA (Département des affaires économiques et sociales) (2019).** *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2019. Rev. 1*. New York. <https://population.un.org/wpp/>. Consulté le 30 avril 2020.
- Dolce, C. (2020).** All the Records the 2020 Hurricane Season Has Broken So Far. *The Weather Channel*, 6 octobre. <https://weather.com/storms/hurricane/news/2020-09-21-atlantic-hurricane-season-2020-records>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Downing, A. S., M. Chang, J. J. Kuiper, M. Campenni, T. Häyhä, S. Cornell, U. Svedin et W. Mooij (2020).** Learning from Generations of Sustainability Concepts. *Environmental Research Letters*, vol. 15, n° 8.
- Díaz, S., J. Settele, E. S. Brondizio, H. T. Ngo, J. Agard, A. Arneth, P. Balvanera et al. (2019a).** Pervasive Human-Driven Decline of Life on Earth Points to the Need for Transformative Change. *Science*, vol. 366, n° 6471.
- Díaz, S., J. Settele, E. S. Brondizio, H. T. Ngo, J. Agard, A. Arneth, P. Balvanera et al. (2019b).** Résumé à l'intention des décideurs du Rapport de l'évaluation mondiale de l'Ipbes de la biodiversité et des services écosystémiques. Bonn, Allemagne : Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.
- Ellis, E. C. (2018a).** *Anthropocene: A Very Short Introduction*. New York : Oxford University Press.
- Ellis, E. C. (2018b).** Science Alone Won't Save the Earth. People Have to Do That. *The New York Times*, 11 août. <https://www.nytimes.com/2018/08/11/opinion/sunday/science-people-environment-earth.html>. Consulté le 23 novembre 2020.
- Ellis, E. C. (2019a).** Sharing the Land between Nature and People. *Science*, vol. 364, n° 6447, p. 1226 à 1228.
- Ellis, E. C. (2019b).** To Conserve Nature in the Anthropocene, Half Earth Is Not Nearly Enough. *One Earth*, vol. 1, n° 2, p. 163 à 167.
- Fajnzylber, F. (1990).** Industrialización en América Latina: de la 'caja negra' al 'casillero vacío': comparación de patrones contemporáneos de industrialización. Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago.
- Fischer-Kowalski, M. et H. Weisz (1999).** Society as Hybrid between Material and Symbolic Realms: Toward a Theoretical Framework of Society-Nature Interrelation. *Advances in Human Ecology*, vol. 8, p. 215 à 251.
- FMI (Fonds monétaire international) (2020).** Données sur les perspectives de l'économie mondiale. Washington, D.C. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2020/01/weodata/index.aspx>. Consulté le 15 juillet 2020.
- Folke, C. (2016).** Resilience (Republished). *Ecology and Society*, vol. 21, n° 4.

- Galaz, V., Collste, D., et Moore, M.-L. (2020).** Planetary Change and Human Development. Manuscript non publié, Université de Stockholm, Stockholm Resilience Centre.
- Griscom, B. W., J. Adams, P. W. Ellis, R. A. Houghton, G. Lomax, D. A. Miteva, W. H. Schlesinger et al. (2017).** Natural Climate Solutions. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 114, n° 44, p. 11645 à 11650.
- Guy, J. (2020).** Nearly Three Billion Animals Killed or Displaced by Australia's Fires. *CNN*, 28 juillet. <https://www.cnn.com/2020/07/28/asia/australia-fires-wildlife-report-scli-intl-scn/index.html>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Guzman, J. (2020).** Zeta Becomes 27th Storm This Year. The Atlantic Hasn't Experienced This Many Storms for Nearly Two Decades. *The Hill*, 26 octobre. <https://thehill.com/changing-america/sustainability/environment/522795-zeta-becomes-27th-storm-this-year-the-atlantic>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Hyde, S. D. (2020).** Democracy's Backsliding in the International Environment. *Science*, vol. 369, n° 6508, p. 1192 à 1196.
- IEP (Institute for Economics & Peace) (2020).** *Ecological Threat Register 2020: Understanding Ecological Threats, Resilience and Peace*. Sydney, Australie.
- Jewell, J., D. McCollum, J. Emmerling, C. Bertram, D. E. H. J. Gernaat, V. Krey, L. Paroussos et al. (2018).** Limited Emission Reductions from Fuel Subsidy Removal except in Energy-Exporting Regions. *Nature* vol. 554, n° 7691, p. 229 à 233.
- Johnson, C. K., P. L. Hitchens, P. S. Pandit, J. Rushmore, T. S. Evans, C. C. W. Young et M. M. Doyle (2020).** Global Shifts in Mammalian Population Trends Reveal Key Predictors of Virus Spillover Risk. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, vol. 287, n° 1924, 20192736.
- Kolbert, E. (2014).** *The Sixth Extinction: An Unnatural History*. New York : Henry Holt and Company.
- Lam, L. (2020).** Hurricane Epsilon Is the Seventh Atlantic Storm to Rapidly Intensify in 2020. *The Weather Channel*, 21 octobre. <https://weather.com/storms/hurricane/news/2020-10-21-rapid-intensification-atlantic-2020>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Leach, M., B. Reyers, X. Bai, E. S. Brondizio, C. Cook, S. Díaz, G. Espindola et al. (2018).** Equity and Sustainability in the Anthropocene: A Social-Ecological Systems Perspective on Their Intertwined Futures. *Global Sustainability*, vol. 1.
- Lele, S. (2020).** Environment and Well-Being: A Perspective from the Global South. *New Left Review* n° 123 (mai-juin) : p. 41-63.
- Lenton, T. M. (2013).** Environmental Tipping Points. *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 38, n° 1, p. 1 à 29.
- Lenton, T. M. (2020).** Tipping Positive Change. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, vol. 375, n° 1794, 20190123.
- Lenton, T. M., H. Held, E. Kriegler, J. W. Hall, W. Lucht, S. Rahmstorf et H. J. Schellnhuber (2008).** Tipping Elements in the Earth's Climate System. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 105, n° 6, p. 1786 à 1793.
- Lin, D., L. Hanscom, A. Murthy, A. Galli, M. Evans, E. Neill, M. S. Mancini et al. (2018).** Ecological Footprint Accounting for Countries: Updates and Results of the National Footprint Accounts, 2012–2018. *Resources*, vol. 7, n° 3.
- Maffi, L. (2005).** Linguistic, Cultural, and Biological Diversity. *Annual Review of Anthropology*, vol. 34, n° 1, p. 599 à 617.
- McCurry, J. (2020a).** Japan Will Become Carbon Neutral by 2050, PM Pledges. *The Guardian*, 26 octobre. <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/26/japan-will-become-carbon-neutral-by-2050-pm-pledges>. Consulté le 18 novembre 2020.
- McCurry, J. (2020b).** South Korea Vows to Go Carbon Neutral by 2050 to Fight Climate Emergency. *The Guardian*, 28 octobre. <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/28/south-korea-vows-to-go-carbon-neutral-by-2050-to-fight-climate-emergency>. Consulté le 18 novembre 2020.
- McDonnell, A. U., F. Ana, E. Samman (2019).** Reaching Universal Health Coverage: A Political Economy Review of Trends across 49 Countries. Working Paper 570, Overseas Development Institute, Londres.
- Mega, E. R. (2020).** Apocalyptic Fires Are Ravaging the World's Largest Tropical Wetland. *Nature*, 25 septembre. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02716-4>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Merçon, J., S. Vetter, M. Tengö, M. Cocks, P. Balvanera, J. Rosell et B. Ayala-Orozco (2019).** From Local Landscapes to International Policy: Contributions of the Biocultural Paradigm to Global Sustainability. *Global Sustainability*, vol. 2, n° e7, p. 1 à 11.
- Morse, S. S., J. A. Mazet, M. Woolhouse, C. R. Parrish, D. Carroll, W. B. Karesh, C. Zambrana-Torrel et al. (2012).** Prediction and Prevention of the Next Pandemic Zoonosis. *The Lancet*, vol. 380, n° 9857, p. 1956 à 1965.
- Nations Unies, Division de statistique (2020).** Base de données des principaux agrégats des comptes nationaux. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 15 juillet 2020.
- Nations Unies (2020).** We Can End Poverty: Millennium Development Goals and Beyond 2015. <https://www.un.org/millenniumgoals/poverty.shtml>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Norman G. et A. Chinchar (2020).** With Two Months Left, the 2020 Hurricane Season Has a Chance to Set the Record for Most Named Storms. *CNN*, 3 octobre. <https://www.cnn.com/2020/10/03/weather/gamma-rapid-intensification-on-record-season/index.html>. Consulté le 18 novembre 2020.
- Nyström, M., J.-B. Jouffray, A. V. Norström, B. Crona, P. Søgaard Jørgensen, S. R. Carpenter, Ö. Bodin et al. (2019).** Anatomy and Resilience of the Global Production Ecosystem. *Nature*, vol. 575, n° 7781, p. 98 à 108.
- OIT (Organisation internationale du Travail) (2020).** Base de données ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/fr/data/>. Consulté le 21 juillet 2020.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé) (2018).** *2018 Global Progress Report on Implementation of the WHO Framework Convention on Tobacco Control*. Genève.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé) (2019).** *WHO Report on the Global Tobacco Epidemic, 2019*. Genève.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé) (2020).** *Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac*. Genève. [https://www.who.int/fctc/text\\_download/fr/](https://www.who.int/fctc/text_download/fr/). Consulté le 18 novembre 2020.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Groupe de la Banque mondiale et Division de la population des Nations Unies (2019).** *Évolution de la mortalité maternelle : 2000-2017 Estimations de l'OMS, de l'UNICEF, de l'UNFPA, du Groupe de la Banque mondiale et de la Division de la population des Nations Unies*. Genève : Organisation mondiale de la Santé. <http://www.who.int/reproductivehealth/publications/maternal-mortality-2000-2017/>. Consulté le 4 août 2020.
- Parry, I. (2018).** Fossil-Fuel Subsidies Assessed. *Nature*, vol. 554, n° 7691, p. 175 à 176.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). (2019).** *Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus des moyennes et du temps présent : Les inégalités de développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle*. New York.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). (2020).** *Covid-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*. Perspectives de développement humain 2020. New York.
- PNUD et OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative) (2020).** *L'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2020 : Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle : réaliser les objectifs de développement durable*. New York. [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2020\\_mpi\\_report\\_fr.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2020_mpi_report_fr.pdf). Consulté le 9 septembre 2020.
- Reyers, B., C. Folke, M.-L. Moore, R. Biggs et V. Galaz (2018).** Social-Ecological Systems Insights for Navigating the Dynamics of the Anthropocene. *Annual Review of Environment and Resources* vol. 43, n° 1, p. 267 à 289.
- Sen, A. (2013).** The Ends and Means of Sustainability. *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 14, n° 1, p. 6 à 20.

- Sengupta, S. (2020).** China, in Pointed Message to U.S., Tightens Its Climate Targets. *New York Times*, 22 septembre. <https://www.nytimes.com/2020/09/22/climate/china-emissions.html>. Consulté le 1er décembre 2020.
- Steffen, W., J. Rockström, K. Richardson, T. M. Lenton, C. Folke, D. Liverman, C. P. Summerhayes et al. (2018).** Trajectories of the Earth System in the Anthropocene. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115, n° 33, p. 8252 à 8259.
- Steffen, W., K. Richardson, J. Rockström, S. E. Cornell, I. Fetzer, E. M. Bennett, R. Biggs et al. (2015).** Planetary Boundaries: Guiding Human Development on a Changing Planet. *Science*, vol. 347, n° 6223.
- Steffen, W., P. J. Crutzen et J. R. McNeill (2007).** The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature? *Ambio*, vol. 36, n° 8, p. 614 à 621.
- Steffen, W., R. Leinfelder, J. Zalasiewicz, C. N. Waters, M. Williams, C. Summerhayes, A. D. Barnosky et al. (2016).** Stratigraphic and Earth System Approaches to Defining the Anthropocene. *Earth's Future*, vol. 4, n° 8, p. 324 à 345.
- Torres-Romero, E. J., Giordano, A. J., Ceballos, G. et López-Bao, J. V. (2020).** Reducing the Sixth Mass Extinction: Understanding the Value of Human-Altered Landscapes to the Conservation of the World's Largest Terrestrial Mammals. *Biological Conservation* vol. 249 : 108706.
- Turner, J. M. et A. C. Isenberg (2020).** Earth Day at 50. *Science*, vol. 368, n° 6488, p. 215.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), Institut de statistique (2020).** Centre de données. <http://data.uis.unesco.org>. Consulté le 21 juillet 2020.
- Weisz, H. et E. Clark (2011).** Society–Nature Coevolution: Interdisciplinary Concept for Sustainability. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, vol. 93, n° 4, p. 281 à 287.
- Wills, M. (2020).** The First Earth Day, and the First Green Generation. *JSTOR Daily*, 15 avril. <https://daily.jstor.org/the-first-earth-day-and-the-first-green-generation/>. Consulté le 23 novembre 2020.
- Wipfli, H. et J. M. Samet (2016).** One Hundred Years in the Making: The Global Tobacco Epidemic. *Annual review of public health*, vol. 37, p. 149 à 166.
- Witze, A. (2020).** The Arctic Is Burning Like Never before — and That's Bad News for Climate Change. Consulté le 18 novembre 2020.
- Zalasiewicz, J., M. Williams, A. Smith, T. L. Barry, A. L. Coe, P. R. Bown, P. Brenchley et al. (2008).** Are We Now Living in the Anthropocene? *GSA Today*, vol. 18, n° 2, p. 4.

**LES PAYS DE L'IDH ET LEUR CLASSEMENT, 2019**

Afghanistan	169	Danemark	10	Lesotho	165	République arabe syrienne	151
Afrique du Sud	114	Djibouti	166	Lettonie	37	République centrafricaine	188
Albanie	69	Dominique	94	Liban	92	République démocratique populaire lao	137
Algérie	91	Égypte	116	Libéria	175	République dominicaine	88
Allemagne	6	El Salvador	124	Libye	105	République-Unie de Tanzanie	163
Andorre	36	Émirats arabes unis	31	Liechtenstein	19	Roumanie	49
Angola	148	Équateur	86	Lituanie	34	Royaume-Uni	13
Antigua-et-Barbuda	78	Érythrée	180	Luxembourg	23	Rwanda	160
Arabie saoudite	40	Espagne	25	Macédoine du Nord	82	Sainte-Lucie	86
Argentine	46	Estonie	29	Madagascar	164	Saint-Kitts-et-Nevis	74
Arménie	81	Eswatini (Royaume d')	138	Malaisie	62	Saint-Marin	
Australie	8	États-Unis	17	Malawi	174	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	97
Autriche	18	Éthiopie	173	Maldives	95	Samoa	111
Azerbaïdjan	88	Fédération de Russie	52	Mali	184	São Tomé-et-Principe	135
Bahamas	58	Fidji	93	Malte	28	Sénégal	168
Bahreïn	42	Finlande	11	Maroc	121	Serbie	64
Bangladesh	133	France	26	Maurice	66	Seychelles	67
Barbade	58	Gabon	119	Mauritanie	157	Sierra Leone	182
Bélarus	53	Gambie	172	Mexique	74	Singapour	11
Belgique	14	Géorgie	61	Micronésie (États fédérés de)	136	Slovaquie	39
Belize	110	Ghana	138	Moldova (République de)	90	Slovénie	22
Bénin	158	Grèce	32	Monaco		Somalie	
Bhoutan	129	Grenade	74	Mongolie	99	Soudan du Sud	185
Bolivie (État plurinational de)	107	Guatemala	127	Monténégro	48	Soudan	170
Bosnie-Herzégovine	73	Guinée équatoriale	145	Mozambique	181	Sri Lanka	72
Botswana	100	Guinée	178	Myanmar	147	Suède	7
Brésil	84	Guinée-Bissau	175	Namibie	130	Suisse	2
Brunei Darussalam	47	Guyana	122	Nauru		Suriname	97
Bulgarie	56	Haïti	170	Népal	142	Tadjikistan	125
Burkina Faso	182	Honduras	132	Nicaragua	128	Tchad	187
Burundi	185	Hong Kong, Chine (RAS)	4	Niger	189	Tchéquie	27
Cabo Verde	126	Hongrie	40	Nigéria	161	Thaïlande	79
Cambodge	144	Îles Marshall	117	Norvège	1	Timor-Leste	141
Cameroun	153	Îles Salomon	151	Nouvelle-Zélande	14	Togo	167
Canada	16	Inde	131	Oman	60	Tonga	104
Chili	43	Indonésie	107	Ouganda	159	Trinité-et-Tobago	67
Chine	85	Iran (République islamique d')	70	Ouzbékistan	106	Tunisie	95
Chypre	33	Iraq	123	Pakistan	154	Turkménistan	111
Colombie	83	Irlande	2	Palaos	50	Turquie	54
Comores	156	Islande	4	Palestine, (État de)	115	Tuvalu	
Congo	149	Israël	19	Panama	57	Ukraine	74
Congo (République démocratique du)	175	Italie	29	Papouasie-Nouvelle-Guinée	155	Uruguay	55
Corée (République de)	23	Jamaïque	101	Paraguay	103	Vanuatu	140
Corée (République populaire démocratique de)		Japon	19	Pays-Bas	8	Venezuela (République bolivarienne du)	113
Costa Rica	62	Jordanie	102	Pérou	79	Viet Nam	117
Côte d'Ivoire	162	Kazakhstan	51	Philippines	107	Yémen	179
Croatie	43	Kenya	143	Pologne	35	Zambie	146
Cuba	70	Kirghizistan	120	Portugal	38	Zimbabwe	150
		Kiribati	134	Qatar	45		
		Koweït	64				



Programme des Nations Unies pour le développement  
One United Nations Plaza New York,  
NY 10017  
[www.undp.org](http://www.undp.org)

**Nous entrons peut-être dans une nouvelle ère géologique – l'Anthropocène – dans laquelle les êtres humains sont une force dominante qui détermine l'avenir de la planète. Le futur qui se dessine est déjà effrayant à bien des égards, qu'il s'agisse du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité ou encore de la pandémie de plastique qui ravage nos océans.**

Le poids qui pèse sur la planète est l'écho de celui qui accable un grand nombre de nos sociétés. En effet, les déséquilibres planétaires comme les déséquilibres sociaux se renforcent mutuellement. Le Rapport sur le développement humain 2019 était sans équivoque : de nombreuses inégalités de développement humain continuent de se creuser. Le dérèglement climatique, entre autres mutations dangereuses de la planète, ne fera que les aggraver.

La pandémie de COVID-19 est probablement la plus récente conséquence épouvantable de déséquilibres poussés à l'extrême. Les chercheurs nous avaient prévenus : de la proximité entre êtres humains, animaux d'élevage et espèces sauvages résultera l'émergence plus fréquente d'agents pathogènes inconnus, avec son lot de pressions exercées sur les écosystèmes jusqu'à en expulser des virus mortels. L'action collective face à ces enjeux, de la COVID-19 au changement climatique, est de plus en plus difficile sur fond de fracture sociale.

Consciemment ou non, les choix humains, déterminés par les valeurs et les institutions, ont engendré les déséquilibres planétaires et sociaux imbriqués que nous connaissons aujourd'hui. Heureusement, nous avons la possibilité de faire d'autres choix. Nous pouvons décider de nous engager sur une nouvelle voie de développement ambitieuse qui permet d'élargir les libertés humaines sans menacer la planète.

Le concept de développement humain, qui célèbre cette année son trentième anniversaire, peut justement contribuer à surmonter les difficultés complexes que cette nouvelle ère pose à chacun de nous. Et c'est là le message central du Rapport sur le développement humain cette année. Le développement hu-

main n'est pas seulement rendu possible par la réduction des pressions exercées sur la planète, il en est la clé de voûte.

Le Rapport préconise une transformation juste, qui favorise l'expansion des libertés humaines tout en réduisant les pressions exercées sur la planète. Pour que l'humanité puisse s'épanouir dans l'Anthropocène, les nouvelles trajectoires de développement doivent atteindre trois objectifs : renforcer l'équité, favoriser l'innovation et inspirer le souci de la protection de la planète. Ces objectifs sont importants en tant que tels et pour notre avenir commun sur Terre. L'enjeu est le même pour tous les pays.

Le Rapport organise ses recommandations autour des mécanismes du changement : normes et valeurs sociales, incitations et réglementations, et développement humain fondé sur la nature. Chaque mécanisme de changement définit de multiples rôles potentiels pour chacun d'entre nous, pour les pouvoirs publics, pour les entreprises, pour les chefs de file de la vie politique et ceux de la société civile.

Le Rapport s'intéresse ensuite aux nouveaux paramètres de mesure de cette nouvelle ère, notamment l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète. Ce paramètre de mesure ajuste l'indice de développement humain (IDH) standard par le niveau d'émissions de dioxyde de carbone et la consommation de matières d'un pays, par habitant. Le Rapport présente également une nouvelle génération de tableau de bords, ainsi que des paramètres de mesure qui ajustent l'IDH pour tenir compte des coûts sociaux du carbone ou de la richesse naturelle.

Une nouvelle normalité se profile – plus qu'incertaine, elle est inconnue. Et les choses ne vont pas rentrer aisément dans l'ordre. La pandémie de COVID-19 n'est que la partie visible de l'iceberg. Pour entrer audacieusement dans l'Anthropocène et permettre à tous de s'épanouir tout en réduisant les pressions exercées sur la planète, l'humanité a besoin ni plus ni moins d'un changement radical des mentalités, concrétisé par des mesures politiques. Ce Rapport sur le développement humain 2020 nous oriente dans la bonne direction.